



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 29 du 13 juillet 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 13 juillet 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>1060</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....</b>	<b>1060</b>
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	1060
Arrêté du 29 juin 2012 portant mandatement d'office.....	1060
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1060</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>1060</b>
Bureau du cabinet.....	1060
Arrêté du 27 avril 2012 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2012 ».....	1060
Arrêté du 19 juin 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Mickaël TOMBOLAN, sapeur-pompier volontaire.....	1062
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>1063</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1063
Arrêté du 29 juin 2012 modifiant la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Noé du 11 mai 2011.....	1063
Bureau des procédures environnementales.....	1066
Arrêté N° 2012-517 du 2 juillet 2012 portant création de la commission de suivi de site Société CHIMIREC EST à DOMJEVIN Centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux.....	1066
Arrêté N° 2012-521 du 4 juillet 2012 portant création de la commission de suivi de site Sociétés NANCY ENERGIE, RIMMA et ONYX EST à LUDRES Usine d'incinération et centres de tri et de transfert de déchets non dangereux.....	1067
Arrêté du 6 juillet 2012 portant prolongation du mandat des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.....	1069
Arrêté 54-2012-0069 du 12 juillet 2012 portant régularisation avec antériorité des rejets d'eaux pluviales de la Communauté Urbaine du Grand Nancy dans le Ruisseau du Grémillon.....	1069
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1071</b>
Bureau de l'interministérialité.....	1071
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-31 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012.....	1071
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-32 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012.....	1071
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-33 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012.....	1071
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-62 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012.....	1071
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-63 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012.....	1071
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-64 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012.....	1072
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-65 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012.....	1072
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1072</b>
<b>DIRECTION INTERREGIONALE</b>	
<b>DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....</b>	<b>1072</b>
Centre de Détention de Toul - Décision du 2 juillet 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	1072
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1074</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>1074</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>1074</b>
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-046 en date du 5 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations urgentes de glissières de sécurité sur la RN52, dans les 2 sens de circulation, entre les PR 7+810 et 11+600.....	1074
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-047 en date du 5 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation d'enduit sur RN4 et RN59.....	1075
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-050 en date du 12 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement des joints de l'ouvrage de la Meurthe à Bertrichamps, sur la RN59 dans le sens Lunéville – Saint-Dié, entre les PR 28+200 et 29+600.....	1077
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1078</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1078</b>
Cellule habitat-santé.....	1078
Arrêté N° 352/2012/ARS/DT54 du 26 juin 2012.....	1078
Cellule personnes âgées.....	1079
Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N°0701 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°2012-223 du 10 juillet 2012 autorisant l'extension de 6 places d'hébergement permanent de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Sainte-Thérèse » de Ludres.....	1079
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>1080</b>
Service produits de santé et biologie.....	1080
Arrêté ARS n° 2012-0618 du 15 juin 2012 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de Toul (54000) - N° FINESS Entité juridique : 540000023.....	1080
Arrêté ARS n° 2012-0619 du 15 juin 2012 relatif à la modification de l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.....	1081
Arrêté ARS n° 2012-0621 du 18 juin 2012 portant composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III ».....	1081
Arrêté n° 2012-0680 en date du 2 juillet 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation n° 54-73.....	1082
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1083</b>
<b>DIRECTION.....</b>	<b>1083</b>
Arrêté n° 38/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	1083
Arrêté n° 39/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	1084
Arrêté n° 46/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	1085
Arrêté n° 47/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	1086
Arrêté n° 48/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.....	1087
Arrêté n° 49/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.....	1088
Arrêté n° 50/2012 du 9 juillet 2012 portant délégation de signature de Mme GIUGANTI, en matière d'actions d'inspection de la législation du travail, en faveur du Responsable du Pôle Travail, par intérim.....	1088
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....</b>	<b>1089</b>
Arrêté du 2 juillet 2012 prorogeant l'arrêté du 29 novembre 2010 relatif à l'exécution de travaux en site classé des « terrains communaux de Vaudémont » pour l'ouverture de paysage, débroussaillage, entretien de l'espace naturel et restauration du monument Barrès.....	1089

<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>1090</b>
<b>TRESORERIE DU JARNISY.....</b>	<b>1090</b>
Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BEAUCART Evelyne, Contrôleur Principal des Finances Publiques.....	1090
Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BOLONI Nelly, Contrôleur des Finances Publiques.....	1090
Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BUTTIGNOL Solange, Contrôleur Principal des Finances Publiques.....	1090
Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame RITZ Laurence, Contrôleur Principal des Finances Publiques.....	1091
Procuration sous seing privé du 2 avril 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame LAMORLETTE Maryline, Contrôleur des Finances Publiques.....	1091
<b>TRESORERIE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....</b>	<b>1091</b>
Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame Monique PETRIQUE.....	1091
Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur Laurent COLSON.....	1092
Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur Jérôme OBERLE.....	1092
Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame Martine PETITFILS.....	1092
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1093</b>
<b>AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....</b>	<b>1093</b>
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Aménagement Foncier/297 du 2 juillet 2012 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Vandières.....	1093
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 305 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bénaménil - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3329.....	1094
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 306 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Mont-le-Vignoble - Blénod-lès-Toul - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3296.....	1094
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 307 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont-le-Vignoble - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3360.....	1095
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 308 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Blénod-lès-Toul - Mont-le-Vignoble - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3357.....	1095
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 309 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Charmes-la-Côte - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3346.....	1096
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 310 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Valhey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3348.....	1096
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 311 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Valhey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3358.....	1097
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 312 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mouaville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3362.....	1098
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 313 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mouaville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3363.....	1098
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 314 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mouaville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3361.....	1099
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 315 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mance - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3351.....	1099
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 316 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ancerville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3365.....	1100
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 317 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3366.....	1100
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 318 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dombasle-sur-Meurthe - Hudiviller - Flainval - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3369.....	1101
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 319 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-sous-Froidmont - Montauville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3364.....	1101
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 320 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reméréville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3372.....	1102
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 321 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Froville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3374.....	1103
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 322 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villacourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3375.....	1103
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 323 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xammes - Bayonville-sur-Mad - Arnerville - Pagny-sur-Moselle - Onville - Villecey-sur-Mad - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3378.....	1104
Unité forêt chasse.....	1104
Arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 298 dans le département de Meurthe-et-Moselle en date du 5 juillet 2012 - Campagne 2012-2013.....	1104
Arrêté n° 302 du 5 juillet 2012 relatif à la régulation de l'Ouette d'Egypte (Alopochen aegyptiacus L.) en Meurthe-et-Moselle.....	1107
<b>TRANSPORTS - SECURITE.....</b>	<b>1108</b>
Arrêté 2012/DDT/TS/050 du 27 juin 2012 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de réfection des chaussées, du PR 242+600 au PR 272+000 durant la période comprise entre le 2 juillet et le 31 août 2012.....	1108
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>1115</b>
Arrêté n° 12.D.D.P.P.77 du 29 juin 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur LELIEVRE Julien à Spincourt.....	1115
Arrêté n° 12.D.D.P.P.78 du 29 juin 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur RENOU Camille à Pont-à-Mousson.....	1115
Arrêté n° 12.D.D.P.P.83 du 10 juillet 2012 délivrant autorisation à l'abattoir LABEL VOLAILLES de Praye à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux conformément aux dispositions du III de l'article R.214-70 du code rural et de la pêche maritime.....	1116
Arrêté n° 12.D.D.P.P.84 de mise sous surveillance d'un troupeau de poulets de chair de l'espèce gallus gallus pour suspicion d'infection à salmonella typhimurium en date du 9 juillet 2012.....	1116
<b>RECTORAT NANCY-METZ.....</b>	<b>1117</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL.....</b>	<b>1117</b>
Service des affaires juridiques et contentieuses.....	1117
Arrêté du 4 juillet 2012 portant modification de l'arrêté du 28 septembre 2011 de délégation rectorale de signature à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle.....	1117
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>1117</b>
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>1117</b>
<b>INSTITUT DU BEAU JOLY DE MIRECOURT.....</b>	<b>1117</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>1117</b>
Avis de concours sur titres d'un Ouvrier Professionnel.....	1117
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....</b>	<b>1118</b>
<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>1118</b>
Rectificatif - Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier en date du 28 juin 2012.....	1118
<b>MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES.....</b>	<b>1118</b>
Avis et modalités du concours sur titre en date du 12 juillet 2012 pour le recrutement de deux Agents des services hospitaliers qualifiés à la Maison de Retraite de Rosières-aux-Salines (54).....	1118

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE***Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 29 juin 2012 portant mandatement d'office**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1612-16, L. 2321-1 et L.2321-2 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 12.BI.23 2012 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU le courrier du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle du 9 mars 2012 demandant la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office à l'encontre de la commune de Pierre-percée, redevable envers le service départemental d'incendie et de secours de la somme de 10 124,25 € relative au contingent incendie pour l'année 2011.

VU la lettre de mise en demeure du 26 mars 2012 adressée au maire de Pierre-Percée ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Une somme de 10 124,25 € correspondant à la contribution financière de la commune de Pierre-Percée au titre de sa participation pour l'année 2011 est attribuée au service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2** : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6554 « contribution aux organismes de regroupement » sur le budget principal 2012 de la commune de Pierre-Percée.

**Article 3** : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

**Article 4** : M. le sous-préfet de Lunéville et M. le trésorier de Baccarat-Badonviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 27 avril 2012 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2012 »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le code de l'action sociale et des familles dans ses articles D215-7 à D215-13, et notamment l'article D 215-10 modifié

**ARRETE**

**Article 1er** : La médaille de la famille est décernée aux mères et pères de famille dont les noms suivent, afin de rendre hommage à leurs mérites et leur témoigner la reconnaissance de la Nation.

AGINCOURT

Médaille de bronze

Mme Christiane MAUJEAN

AUBOUE

Médaille d'or

Mme Chantal DUCHAUFFOUR

BACCARAT

Médaille de bronze

Mme Marie-Thérèse KUCABA

Mme Evelynne POIROT

Mme Jacqueline LE GAL

BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Médaille de bronze

Mme Odile MENIERE

Mme Samia GAUZELIN

BRIEY

Médaille de bronze

Mme Gabrielle MISIAK

CHALIGNY

Médaille d'or

Mme Bernadette HOUSTLER

CIREY-SUR-VEZOUZE

Médaille de bronze

Mme Monique HOUOT

Médaille d'argent

Mme Isabelle SIMON

**DAMELEVIERES**

Médaille de bronze

Mme Sandrine TERREAU

**DENEUVRE**

Médaille de bronze

Mme Marie-France RIEDEL

**DIEULOUARD**

Médaille de bronze

Mme Claude CONVALE

Médaille d'argent

Mme Odile QUATTRONE

**DOMBASLE-SUR-MEURTHE**

Médaille d'argent

Mme Solange DONZEY

**DOMMARTIN-LES-TOUL**

Médaille d'argent

Mme Sylvie ANDREANI

**ECROUVES**

Médaille de bronze

Mme Valérie DREYER

**ESSEY-LES-NANCY**

Médaille de bronze

Mme Solange ORY

**FOUG**

Médaille de bronze

Mme Marie-Thérèse TROUILLET

**GERBEVILLER**

Médaille de bronze

Mme Marie-Noëlle BAJOLET

Médaille d'argent

Mme Elisabeth HUSSON

**GRIMONVILLER**

Médaille de bronze

Mme Michèle MULLER

**HUDIVILLER**

Médaille de bronze

Mme Blandine MAGINEL

Mme Raymonde HUSSON

Mme Huguette FEVRE

Mme Pierrette WILL

Médaille d'argent

Mme Margot BENAÏSSA

Mme Bernadette ANTOINE

**JARNY**

Médaille de bronze

Mme Françoise DELPORTE

Mme Chantal DEMETZ

Mme Christiane KIFFER

Mme Paulette MENU

Médaille d'argent

Mme Gina NAESSENS

**JOLIVET**

Médaille de bronze

Mme Françoise WALCKER

Mme Paule MARTIN

Mme Georgette STORHAYE

Mme Daisy BOURGEOIS

**LANTEFONTAINE**

Médaille de bronze

Mme Marie TEUIRA

**LAXOU**

Médaille de bronze

Mme Séverine BOUZAR ESSAÏDI

**LES BAROCHES**

Médaille de bronze

Mme Hélène HYPOLITE

**LONGLAVILLE**

Médaille de bronze

Mme Roberte MICHEL

**LONGUYON**

Médaille de bronze

Mme Francine SATORY

**LUBEY**

Médaille d'argent

Mme Jeannine MANCINI

**MAXEVILLE**

Médaille d'argent

Mme Emmanuelle RAUCH

Médaille d'or

Mme Jacqueline SCHEMMEL

MERVILLER  
Médaille de bronze  
Mme Sylvie KREMER  
MIGNEVILLE  
Médaille de bronze  
M. Marcel BACCUS  
M. André JACQUES  
MONT-SAINT-MARTIN  
Médaille de bronze  
M. Arezki MEKHTOUB  
NANCY  
Médaille de bronze  
Mme Sylvie COUVAL  
Mme Paola DE ROTALIER  
Mme Isabelle REMY  
Mme Claude GUARY  
Mme Guénola BLEHAUT  
PARUX  
Médaille d'or  
Mme Anita FINDELI  
PIENNES  
Médaille de bronze  
Mme Marthe URIA  
Médaille d'or  
Mme Paulette PRESTINI  
PONT-A-MOUSSON  
Médaille d'or  
Mme Marie GODEFERT  
Mme Yvonne GILBERT  
RICHARDMENIL  
Médaille de bronze  
Mme Ginette LADINE  
ROVILLE-DEVANT-BAYON  
Médaille d'argent  
M. Pierre SPOR  
SAINT-MAX  
Médaille de bronze  
Mme Marie-José MARTINET  
Mme Mireille SAYER  
Médaille d'argent  
Mme Andrée EICHLER  
SAINT-NICOLAS-DE-PORT  
Médaille d'argent  
Mme Liliane ZINCK  
SELAINCOURT  
Médaille d'or  
Mme Eliane RIPPA-MADONNA  
THEZEY-SAINT-MARTIN  
Médaille de bronze  
Mme Marie-Thérèse GIGOUT  
TOMBLAINE  
Médaille de bronze  
Mme Denise GUNDELWEIN  
Mme Sarah FROUARD  
Mme Maryline VAIRELLES  
Médaille d'argent  
Mme Lydia RINGENBACH  
Mme Valérie MARAIS  
VAUDEVILLE  
Médaille de bronze  
Mme Marie-José PARMENTIER  
VALLEROY  
Médaille de bronze  
Mme Elvire GAIFFE

**Article 2 :** Mme la sous-préfète, directrice de cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 27 avril 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté du 19 juin 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Mickaël TOMBOLAN, sapeur-pompier volontaire**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924,

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à  
- M. Mickaël TOMBOLAN, sapeur-pompier volontaire.

Le 14 juin 2012, à Tellancourt, M. TOMBOLAN n'a pas hésité à porter secours à une femme qui se trouvait piéger par les flammes au 1er étage de la boulangerie et menaçait de se jeter au sol. Le sapeur TOMBOLAN place l'échelle et aide celle-ci à enjamber la fenêtre avant de la faire descendre. Il pénètre à nouveau dans la boulangerie afin d'évacuer le chien et dégager deux bouteilles de gaz de 13 kg. Le courage et le professionnalisme du sapeur TOMBOLAN ont permis de sauver la victime.

**Article 2 :** La sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 19 juin 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 29 juin 2012 modifiant la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Noé du 11 mai 2011**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 21 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ;

VU l'article 22 de la loi n° 87-757 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°88-1034 du 7 novembre 1988 relatif aux groupements d'intérêt public (GIP) constitués dans le domaine de l'action sanitaire et sociale, modifié par les décrets n°89-918 du 23 décembre 1989, n°92-336 du 1er avril 1992 et n°2005-212 du 2 mars 2005 ;

VU l'arrêté du 30 juin 1989, modifié le 15 décembre 1990 du ministre de la santé et de la protection sociale donnant délégation de pouvoir aux préfets pour l'approbation de certaines conventions constitutives de groupements d'intérêt public ;

VU le décret 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 mai 2011 adoptant la convention constitutive du GIP « NOÉ » ;

VU la délibération du GIP « NOÉ » en date du 10 janvier 2012 décidant de modifier la convention initiale pour prendre la compétence « investissement » ayant pour effet de modifier les articles 6 et 9 ainsi que l'annexe 1 de ladite convention ;

VU les délibérations concordantes des membres fondateurs :

- Bagnaux en date du 8 juin 2012,
- Barisey-la-Côte en date du 22 juin 2012,
- Colombey-les-Belles en date du 27 janvier 2012,
- Dolcourt en date du 5 juin 2012,
- Selaincourt en date du 4 avril 2012,
- Thuilley-aux-Groseilles en date du 20 janvier 2012,
- Association de parents d'élèves « Casper » en date du 7 février 2012 ;

approuvant la modification de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « NOÉ » ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE****Article 1er :**

1) L'article 6 de la convention constitutive du GIP « NOÉ » en date du 18 mai 2011 est remplacé comme suit :

« Article 6 – les ressources du G.I.P.

Le G.I.P. est constitué sans capital, ses ressources sont :

- Les subventions publiques ou privées
- Toutes autres ressources autorisées par la Loi
- Les participations des communes adhérentes et du S.I.E.E.P.
  - \* sous forme de participation financière au budget annuel, subvention de fonctionnement et subvention d'investissement (voir annexe 1)
  - \* sous forme de mise à disposition de personnels
  - \* sous forme de mise à disposition de locaux
  - \* sous forme de mise à disposition de matériel qui reste la propriété du membre
  - \* sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du G.I.P, la valeur étant appréciée d'un commun accord

Le régime comptable du G.I.P sera le régime comptable privé. »

2) L'article 9 de la convention constitutive du GIP « NOÉ » en date du 18 mai 2011 est remplacé comme suit :

« Article 9 – le Budget

Le budget, approuvé chaque année par l'Assemblée Générale, inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du G.I.P en distinguant :

- Les dépenses de fonctionnement (dépenses de personnels et frais de fonctionnement divers).
- Les dépenses d'investissement (entre autre l'acquisition de mobilier, matériels, matériel d'entretien pour l'intérieur et extérieur de l'école, les dépenses de construction et d'équipement liés à l'accueil des enfants pendant et hors du temps scolaire, aux activités périscolaires, de restauration, d'accueil de la petite enfance). »

3) L'annexe 1 de la convention du GIP « NOÉ » en date du 18 mai 2011 est remplacée comme suit :

« Annexe 1 : les ressources du G.I.P.

Les communes apporteront le financement nécessaire pour le fonctionnement du G.I.P. Le montant de la participation au titre de la subvention de fonctionnement se calcule au prorata du nombre d'habitant de chaque commune (dernier recensement INSEE connu).

- La subvention versée pour les dépenses de fonctionnement (dépenses de personnels et frais de fonctionnement divers) sera versée au GIP comme suit :

- \* Un premier versement début décembre pour l'année N+1 représentant 50% de la subvention versée l'année précédente
- \* Un deuxième versement début juin pour l'année N représentant le solde de la participation au vue de la présentation du budget prévisionnel du GIP de l'année en cours.

Le versement des subventions d'investissement seront calculées au prorata du nombre d'habitant de chaque commune (chiffre du dernier recensement connu). »

Le reste sans changement.

**Article 2 :** La convention constitutive et les annexes modifiées en conséquence resteront annexées au présent arrêté.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de Bagnaux, Barisey-la-Côte, Colombey-les-Belles, Dolcourt, Selaincourt, et Thuilley-aux-Groseilles, le président de l'association de parents d'élèves « CASPER » et le sous-préfet de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec la convention constitutive, publié au bulletin officiel du ministère des affaires sociales et de la santé et au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 juin 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC « NOE »  
modifiée par délibération de l'assemblée générale du 10 Janvier 2012

Il est constitué un groupement d'intérêt public régi par la Loi N° 82-610 du 15 Juillet 1982, par décret N° 83-204 du 15 mars 1983 et par la présente convention.

**Article 1er – Dénomination**

La dénomination du Groupement d'Intérêt Public est : G.I.P NOE

**Article 2 – Objet**

Le G.I.P a pour objet d'exercer des activités, de gérer des services et des équipements dans le domaine social et notamment :

- L'accueil à l'année des enfants scolarisé en élémentaire et préélémentaire

- Mise en place d'actions de soutien à la parentalité

**Article 3 – Siège**

Le siège du G.I.P est fixé au Syndical Intercommunal pour l'Enseignement Élémentaire et Préélémentaire (S.I.E.E.P), 5 rue Alexandre III 54 170 Colombey Les Belles

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée générale.

**Article 4 – Durée**

Le G.I.P est constitué pour une durée de 15 ans. Il prend effet au jour de la publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté d'approbation de la présente convention constitutive.

**Article 5 – Modalité d'adhésion et de retrait**

Peut faire partie du G.I.P, toute personne morale ou privée dont la candidature aura été présentée par un membre fondateur et acceptée à l'unanimité par l'assemblée générale du G.I.P. Elle devient membre du G.I.P.

La qualité de membre se perd par démission, décès, exclusion.

Les causes d'exclusion sont :

- Le non respect des statuts, convention et règlement intérieur

- Tout acte causant au G.I.P un préjudice grave

L'exclusion est prononcée par l'Assemblée générale.

**Article 6 – Les ressources du G.I.P**

Le G.I.P est constitué sans capital, ses ressources sont :

- Les subventions publiques ou privées

- Toutes autres ressources autorisées par la Loi

- Les participations des communes adhérentes et du S.I.E.E.P

\* sous forme de participation financière au budget annuel, subvention de fonctionnement et subvention d'investissement (voir annexe 1)

\* sous forme de mise à disposition de personnels

\* sous forme de mise à disposition de locaux

\* sous forme de mise à disposition de matériel qui reste la propriété du membre

\* sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du G.I.P, la valeur étant appréciée d'un commun accord

Le régime comptable du G.I.P sera le régime comptable privé.

**Article 7 – Le personnel**

Les collectivités peuvent mettre à disposition du personnel. Le G.I.P peut embaucher du personnel sous statut privé. L'effectif pour débiter les activités du G.I.P NOE est détaillé en annexe 2.

**Article 8 – Matériel**

Les collectivités adhérentes peuvent mettre à disposition leurs locaux, leurs équipements, leur matériels et toutes autres formes de contributions, qui restent propriété de la collectivité adhérente (Les bâtiments concernés à la mise en place du G.I.P sont précisés annexe 3).

Le matériel acheté ou développé en commun appartient au G.I.P. En cas de dissolution, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 16 – Dissolution

**Article 9 – Le Budget**

Le budget, approuvé chaque année par l'Assemblée Générale, inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du G.I.P en distinguant :

- Les dépenses de fonctionnement (dépenses de personnels et frais de fonctionnement divers).

- Les dépenses d'investissement (entre autre l'acquisition de mobilier, matériels, matériel d'entretien pour l'intérieur et extérieur de l'école, les dépenses de construction et d'équipement liés à l'accueil des enfants pendant et hors du temps scolaire, aux activités périscolaires, de restauration, d'accueil de la petite enfance).

**Article 10 – La gestion**

Le groupement ne donnant lieu ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes sera reporté sur l'exercice suivant. Au cas où les charges dépasseraient les recettes de l'exercice, le Conseil d'Administration devrait statuer sur le report du déficit sur l'exercice suivant. En cas de déficit, les 6 communes assureront l'équilibre des comptes du G.I.P par une subvention exceptionnelle calculée au prorata du nombre d'habitants par rapport au dernier recensement INSEE connu.

**Article 11 – Tenus des comptes**

La tenue des comptes du groupement est assurée par un comptable agréé par le conseil d'Administration.

L'assemblée générale désigne un commissaire aux comptes. Il a pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs, les livres et les documents comptables du G.I.P ainsi que la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Il vérifie également la sincérité et la concordance de la situation financière et des résultats.

L'exercice social commencera le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. Le premier exercice se terminera donc le 31 décembre 2011.

**Article 12 – Contrôle de l'Etat**

Le G.I.P est soumis au contrôle de la chambre régionale des comptes dans les conditions prévues par la l'article 6 bis de la Loi n° 67-48 du 22 juin 1967.

**Article 13 – L'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président au moins une fois par an, sur convocation écrite à chaque membre au moins 8 jours avant précisant les lieux, date, heure et ordre du jour.

L'Assemblée Générale :

- Adopte le programme annuel d'activité et le budget correspondant y compris, le cas échéant, les prévisions d'engagement de personnel.

- Approuve les comptes de chaque exercice.

- Nomme et révoque les administrateurs.

- A la compétence de modifier l'acte constitutif.

- Peut décider de la prorogation ou de la dissolution anticipée du G.I.P ainsi que des mesures nécessaires à sa liquidation.



- Approuve l'admission de nouveaux membres.
- Décide de l'exclusion d'un membre.

Les décisions sont prises

- à l'unanimité des membres pour l'adhésion et le retrait des membres du G.I.P.
- à l'unanimité des membres par délibérations concordantes pour la dissolution du G.I.P.
- à la majorité absolue pour la création de services, création de postes de personnel propre au G.I.P et toutes décisions qui s'y affèrent, acceptation des budgets, des subventions, dons, legs et toute autre décisions.

Les décisions sont constatées par un procès Verbal porté sur un registre. Ce registre peut être communiqué à tout membre du G.I.P au siège social par le Président.

Une Assemblée Générale extraordinaire pourra, si besoin est, être convoquée à la demande du Président ou de la moitié lus un des membres du G.I.P, sur un ordre du jour précis.

La majorité des voix au sein de l'Assemblée Générale doit être détenue par les collectivités territoriales membres du G.I.P.

Les membres de l'Assemblée Générales sont :

- les membres fondateurs :

- \* 1 élu par communes adhérentes (Bagneux, Barisey La Côte, Colombey Les Belles, Dolcourt, Selaincourt, Thuilley aux Groseilles) et son suppléant
- \* 2 membres de l'association des Parents d'élèves « CASPER ».

- Les membres de droit :

- \* Un commissaire du gouvernement désigné par Monsieur le Préfet

- Les membres invités :

- \* 1 représentant du conseil Général (Territoire d'Action Médico Sociales de Toul)
- \* 1 représentant de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe et Moselle)
- \* 1 représentant de la M.S.A
- \* 1 représentant du personnel
- \* Le directeur de l'école élémentaire et préélémentaire de Colombey Les Belles
- \* 1 Elu intercommunal de la communauté de communes du pays de Colombey et sud Toulous

#### **Article 14 – Le Conseil d'Administration**

Le G.I.P est géré par le conseil d'Administration, qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour autoriser toutes les actes qui ne sont pas réservées à l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que nécessaire sur convocation de son Président, au moins 5 jours avant la réunion. Il peut en outre se réunir sur un ordre du jour plus précis sur demande de la moitié plus un des membres.

Les décisions sont constatées par procès verbal et portées sur un registre, qui peut être communiqué à tout membre du G.I.P au siège social par le Président.

Le Conseil d'Administration peut s'adjoindre des conseillers techniques avec l'accord unanime des membres du Conseil d'Administration. Ils participent au débat sans droit de vote.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison de leurs fonctions. Le Conseil d'Administration délibère valablement en présence d'au moins la moitié de ses membres plus un. Le pouvoir est nominatif et il n'est valable que pour une séance.

La durée du mandat des administrateurs est de 3 ans. Les administrateurs sortant sont rééligibles.

La majorité des voix au sein du Conseil d'Administration doit être détenue par les collectivités territoriales membres du G.I.P.

Le Conseil d'Administration élit à chaque mandat municipal en son sein, un Président, un Vice Président, un Trésorier, un Secrétaire et 3 membres du bureau.

Ces membres :

- préparent les nouveaux projets pour les soumettre à l'Assemblée Générale.
- nomment et révoquent le Président ainsi que le directeur.
- déterminent les pouvoirs du Directeur du G.I.P.
- font des propositions relatives aux programmes d'activités et au budget ainsi qu'aux prévisions d'embauche.
- fixent les ordres du jour des assemblées générales et les projets de résolution.
- proposent également un budget primitif en début d'exercice et un compte en fin d'exercice. Ces budgets doivent être ratifiés par l'Assemblée Générale.
- décident de toutes les affaires courantes afférentes à la gestion normale du G.I.P.

Le Président :

- recrute le personnel suivant les postes qui auront été définis par l'Assemblée Générale
- propose de délibérer sur la nomination et révocation du Directeur du G.I.P.
- convoque les assemblées générales et les réunions du conseil d'Administration
- représente le G.I.P dans tous les actes de la vie civile. Il est garant du respect des statuts et assume la responsabilité du fonctionnement général du G.I.P.
- a qualité pour ester en justice au nom du G.I.P tant en demande qu'en défense.
- a signature sur les comptes bancaires du G.I.P

Le Trésorier :

- est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine du G.I.P.
- réalise toute opération de vente ou d'achat de valeur mobilière, constituant le fond du G.I.P après autorisation du Conseil d'Administration
- tient une comptabilité régulière de toutes les opérations financières et rends compte à l'Assemblée Générale annuelle qui statue sur la gestion
- a signature sur les comptes bancaires du G.I.P.

Le secrétaire :

- est chargé de tout ce qui concerne le secrétariat du G.I.P.
- assure la tenue des registres des décisions prises par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration.

#### **Article 15 – Le directeur**

Il assure la direction du G.I.P sous l'autorité du Conseil d'Administration et engage le G.I.P dans ses rapports avec les tiers.

#### **Article 16 – Dissolution du G.I.P**

Le G.I.P est dissous de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée contractuelle. Il peut être dissous par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire à l'unanimité. La dissolution entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci. L'Assemblée Générale fixe les modalités de sa liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du G.I.P sont dévolus suivent les règles du retour au prorata des investissements des Collectivités Territoriales.

#### **Article 17 – Condition suspensive**

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, qui en assure la publicité conformément à l'article 21 de la Loi du 15 Juillet 1982 et au décret n°83-204 du 15 Mars 1983.

Nancy, le 29 juin 2012

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
*Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour*

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

G.I.P. NOE  
Les annexes**Annexe 1 : Les ressources du G.I.P.**

Les communes apporteront le financement nécessaire pour le fonctionnement du G.I.P. Le montant de la participation au titre de la subvention de fonctionnement se calcule au prorata du nombre d'habitant de chaque commune (dernier recensement INSEE connu).

- La subvention versée pour les dépenses de fonctionnement (dépenses de personnels et frais de fonctionnement divers) sera versée au GIP comme suit :

\* Un premier versement début décembre pour l'année N+1 représentant 50% de la subvention versée l'année précédente

\* Un deuxième versement début juin pour l'année N représentant le solde de la participation au vue de la présentation du budget prévisionnel du GIP de l'année en cours.

Le versement des subventions d'investissement seront calculées au prorata du nombre d'habitant de chaque commune (chiffre du dernier recensement connu).

**Annexe 2 : Le Personnel**

Au vu des activités actuelles de T.C.A.P, le G.I.P NOE emploiera dès le départ 3 personnes sous statuts privé :

- Une Directrice à temps complet, titulaire du BAFD.

- 2 Employées à temps incomplet titulaire du C.A.P petite enfance ou BAFA.

De plus, le S.I.E.E.P mettra à disposition la secrétaire pour la mise en place et le suivi du G.I.P.

**Annexe 3 : Matériel**

Pour le fonctionnement du G.I.P NOE, le S.I.E.E.P mettra à disposition les locaux de l'école maternelle utilisés actuellement par T.C.A.P. !

Un état des lieux sera fait avec le S.I.E.E.P pour définir les équipements mis à disposition du G.I.P.

Le G.I.P louera la salle polyvalente de Colombey Les Belles pour les repas du midi et les vacances scolaires.

Nancy, le 29 juin 2012

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Bureau des procédures environnementales****Arrêté N° 2012-517 du 2 juillet 2012 portant création de la commission de suivi de site Société CHIMIREC EST à DOMJEVIN Centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 prolongeant la composition de la Commission Locale d'Information et de Surveillance créée par arrêtés préfectoraux des 23 janvier 1998 et n° 2003-529 du 26 mars 2004 relatifs à l'exploitation, par la société CHIMIREC EST, d'un centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux à DOMJEVIN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC EST à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux à DOMJEVIN ;

CONSIDÉRANT que les dispositions relatives à la Commission Locale d'Information et de Surveillance mises en place par les arrêtés préfectoraux susvisés sont échues depuis plus de trois ans et qu'il convient de procéder au remplacement de cette Commission Locale d'Information et de Surveillance par la création d'une Commission de Suivi de Site ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Il est créé une Commission de Suivi de Site pour le centre de transit, regroupement, pré-traitement et stockage temporaire de déchets dangereux exploité par la société CHIMIREC EST à DOMJEVIN.

L'article 26 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 1998, l'article 25 de l'arrêté préfectoral n° 2003-529 du 26 mars 2004 et l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 sont abrogés à la date de signature du présent arrêté.

**Article 2** : Composition de la commission

La composition de cette commission, qui devra être renouvelée dans un délai de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté, est la suivante :

Collège des Administrations de l'Etat :

- M. le Préfet ou son représentant,

- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,

- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,

- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant ;

Collège des élus des collectivités territoriales :

- M. le maire de DOMJEVIN ou son représentant ;

Collège des riverains ou des Associations de Protection de l'Environnement :

- M. le président de l'Association de Défense de l'Environnement de la Plaine de la Vezouze ou son représentant ;

Collège Exploitant :

- M. le directeur de la société CHIMIREC EST ou son représentant ;

Collège des salariés protégés des installations :

- Mme BEAUSSET Michèle (titulaire) collège « cadres – agents de maîtrise »,

- M. FEUERSTEIN Michel (suppléant) collège « cadres – agents de maîtrise »,

- M. LOAEC Adrien ( titulaire) collège « ouvriers - employés ».

**Article 3** : Présidence de la commission

La commission de suivi de site est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

**Article 4** : Durée du mandat des membres de la commission

La durée du mandat des membres de la commission est de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Tout membre de la commission qui perd son mandat quel qu'en soit le motif sera remplacé dans les mêmes conditions de désignation que son prédécesseur. Il sera nommé par le préfet pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 5 :** Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance

La commission de suivi de site a pour missions :

1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;

3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification des installations.

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est tenue régulièrement informée :

1° des décisions individuelles dont ces installations font l'objet en application des dispositions législatives du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement ;

2° des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnés à l'article R 512-69 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 6 :** Composition du bureau de la commission

La commission comporte un bureau composé du préfet, président de la commission, et d'un représentant pour chacun des cinq collèges.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

**Article 7 :** Règles de fonctionnement

7-1 : Fréquence de réunion de la commission

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

7-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens de transmission, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres de la commission quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

7-3 : Secrétariat

Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la Sous-Préfecture de LUNEVILLE.

**Article 8 :** Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer l'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

**Article 9 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

M. le secrétaire général de la Préfecture et M. le sous-préfet de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté N° 2012-521 du 4 juillet 2012 portant création de la commission de suivi de site Sociétés NANCY ENERGIE, RIMMA et ONYX EST à LUDRES Usine d'incinération et centres de tri et de transfert de déchets non dangereux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, ET R 125-8-1 À R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-505 du 2 juin 2006 modifié autorisant la société NANCY ENERGIE à poursuivre l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LUDRES et fixant la composition de la Commission Locale d'Information et de Surveillance ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1998-513 du 21 janvier 2000 modifié autorisant la société RIMMA à exploiter un centre de transit et de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LUDRES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié autorisant la société ONYX EST à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit et de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LUDRES ; et notamment son article 44 étendant à ce centre de transit et de tri les compétences de la Commission Locale d'Information et de Surveillance de l'usine d'incinération ;

CONSIDÉRANT que les dispositions relatives à la Commission Locale d'Information et de Surveillance mises en place par les arrêtés préfectoraux susvisés sont échues depuis plus de trois ans et qu'il convient de procéder au remplacement de cette Commission Locale d'Information et de Surveillance par la création d'une Commission de Suivi de Site ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Il est créé une Commission de Suivi de Site pour l'installation d'incinération de déchets non dangereux et pour les centres de tri de déchets non dangereux exploités respectivement par les sociétés NANCY ENERGIE, RIMMA et ONYX EST sur le territoire de la commune de LUDRES.

Les articles des arrêtés préfectoraux précédents, relatifs à la création, à l'extension et au renouvellement de la Commission Locale d'Information et de Surveillance, sont abrogés.

**Article 2 :** Composition de la commission

La composition de cette commission, qui devra être renouvelée dans un délai de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté, est la suivante :

Collège des Administrations de l'Etat :

- M. le Préfet ou son représentant,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental des Territoires ou son représentant,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- Mme la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

Collège des élus des collectivités territoriales :

- M. le maire de LUDRES ou son représentant,
- M. le maire de FLEVILLE-DEVANT-NANCY ou son représentant,
- M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant ;

Collège des riverains ou des Associations de Protection de l'Environnement :

- M. le président de l'association Entente pour la Défense de l'Environnement Nancéen ou son représentant,
- Mme la présidente de l'association Fléville Environnement Urbain et rural ou son représentant,
- M. le président de l'association Airlorraine ou son représentant,
- M. le président de l'Association de Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions ;

Collège Exploitant :

- M. le directeur de la société NANCY ENERGIE ou son représentant,
- M. le directeur de la société RIMMA ou son représentant,
- M. le directeur de la société ONYX EST ou son représentant ;

Collège des salariés protégés des installations :

- M. Georges SERRE «délégué syndical CFDT Dalkia Est»,
- M. Christian STAUDT «délégué syndical CFE/CGC Dalkia Est,
- M. Emmanuel BEAUCOURT, délégué syndical CFDT Rimma,
- M. Eric BOILEAU, délégué syndical CFTC Rimma,
- M. Laurent ANTOINE, trésorier du comité d'entreprise Onyx Est.

**Article 3 :** Présidence de la commission

La commission de suivi de site est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

**Article 4 :** Durée du mandat des membres de la commission

La durée du mandat des membres de la commission est de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Tout membre de la commission qui perd son mandat quel qu'en soit le motif sera remplacé dans les mêmes conditions de désignation que son prédécesseur. Il sera nommé par le préfet pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 5 :** Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance

La commission de suivi de site a pour missions :

- 1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- 2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- 3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. du code de l'environnement ;

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification des installations.

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est tenue régulièrement informée :

- 1° des décisions individuelles dont ces installations font l'objet en application des dispositions législatives du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement ;
- 2° des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnée à l'article R 512-69 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Article 6 :** Composition du bureau de la commission

La commission comporte un bureau composé du préfet, président de la commission, et d'un représentant pour chacun des cinq collèges.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

**Article 7 :** Règles de fonctionnement

7-1 : Fréquence de réunion de la commission

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

7-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens de transmission, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres de la commission quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

7-3 : Secrétariat

Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la Préfecture – Direction de l'Action Locale.

**Article 8 :** Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer l'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

**Article 9 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le secrétaire général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 4 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 6 juillet 2012 portant prolongation du mandat des des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU le décret 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques de d'environnement et de développement durable ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3472 du 11 septembre 2006 modifié portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 845 du 21 juillet 2009 modifié portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour une durée de trois ans, et que ce mandat expire le 21 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT que le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques appartient à la liste des instances consultatives fixées par le décret 2011-833 précité ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte des dispositions combinées des décrets 2011-832 et 2011-833 précités, que seules des associations habilitées à prendre part au débat sur l'environnement peuvent être désignées pour siéger au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que les procédures d'habilitation sont en cours et que par conséquent, la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ne peut être renouvelée à ce jour ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La durée du mandat des membres actuels du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est prolongée jusqu'au 31 décembre 2012.

**Article 2 :** Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3 :** Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté 54-2012-0069 du 12 juillet 2012 portant régularisation avec antériorité des rejets d'eaux pluviales de la Communauté Urbaine du Grand Nancy dans le Ruisseau du Grémillon**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 214-1 à 11, R. 214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU la Directive Cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 ;

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de Eaux Rhin-Meuse adopté le 27 novembre 2009 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le dossier de demande de régularisation avec antériorité des rejets d'eaux pluviales sur le bassin versant du Grémillon déposé le 24/01/2012 par la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

VU le rapport du service Police de l'Eau présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 14 juin 2012 ;

VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté en date du 6 juillet 2012, sollicité par courrier en date du 18 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT que le Grémillon est une masse d'eau dont le bon potentiel écologique est visé pour 2015 ;

CONSIDÉRANT que seuls les ouvrages antérieurs au 31 mars 1993 seront régularisés ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions associées à cette régularisation permettront de tendre vers le bon état de cette masse d'eau ;

CONSIDÉRANT que les autres ouvrages relatifs à l'assainissement seront traités dans la mise à jour de l'arrêté préfectoral du 10 août 1999 autorisant l'exploitation d'une station d'épuration sur le territoire de la commune de Maxéville ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** objet

Les 37 points de rejet d'eaux pluviales (listés en annexe 1) gérés par la Communauté Urbaine du Grand Nancy, sont régularisés avec prise en compte de leur antériorité.

**Article 2 :** rubriques concernées par les rejets

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation

**Article 3 :** situation et caractéristiques des rejets

Voir annexe 1.

**Article 4 :** prescriptions générales pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire et sera mis à la disposition du service de police de l'eau et des milieux aquatiques à la demande de ce dernier.

**Article 5 :** prescriptions spécifiques

Prescriptions	Commentaires	Echéances
1. Modélisation de l'ensemble des écoulements d'eaux pluviales sur le bassin versant du Grémillon en vue de la mise en place des aménagements nécessaires pour corriger les désordres existants (possibilités de rétention amont, ...). L'étude portera sur l'ensemble du bassin versant hydrographique du Grémillon (annexe 2) ; elle tiendra compte de l'occupation du sol (50% du bassin est urbanisé, le reste est constitué de forêts, prairies cultures ou vergers), des conditions aval (confluence avec la Meurthe) et du retour d'expérience de l'épisode orageux du 21 mai 2012. Un plan d'action visant à améliorer le fonctionnement actuel des réseaux pluviaux et le fonctionnement global du bassin versant lors de crues exceptionnelles comprenant les types d'aménagement, leurs caractéristiques ainsi qu'un échéancier devra être fourni.	Cette étude nécessitera des modélisations des réseaux et sans doute plusieurs campagnes de mesures. Ces études qui seront transmises au service police de l'eau de la DDT 54 pourront donner lieu à prescriptions ; elles tiendront compte du retour d'expérience de l'épisode orageux des 21 et 22 mai 2012	Fin 2014
2. Une étude sur la qualité des rejets au milieu naturel (fonctionnement du système d'assainissement, estimation des flux de pollution rejetés, ...)		Fin 2013
3. Le dépôt au service police de l'eau, d'un dossier complet de régularisation de tous les ouvrages et installations concernant le cours d'eau (couverture du cours d'eau, modification du profil en long ou en travers, travaux dans le lit mineur, ...)	Ce dossier devra comporter les éléments imposés par l'article R214-53 du code de l'environnement : - Le nom et l'adresse du propriétaire des ouvrages concernés, - L'emplacement de l'ouvrage concerné, - La description de la nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, - Les rubriques de la nomenclature auxquelles sont soumis les ouvrages concernés, - Une preuve que le IOTA a été créé avant le 31 mars 1993.	Mi 2013
4. La mise en place d'un programme d'action visant à améliorer l'état hydromorphologique du Grémillon, qui est une masse d'eau fortement modifiée, dont l'objectif fixé par la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE) est le bon potentiel écologique.	Ce programme devra lister les différentes actions que la Communauté Urbaine du Grand Nancy envisage de mettre en œuvre pour contribuer à l'atteinte des objectifs de la DCE ; Pour chaque action il faudra décrire de façon précise la nature de l'action, son emplacement, l'effet attendu sur l'amélioration de l'état hydromorphologique du Grémillon. Un calendrier de réalisation de ces différentes actions devra être joint à ce plan. Ce plan sera soumis au service police de l'eau de la DDT 54 pour validation et compléments éventuels avant intégration dans le plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT) de la Mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN).	Fin 2013
5. Compte tenu des désordres survenus les 21 et 22 mai 2012, à titre de mesures conservatoires, tout nouveau projet d'urbanisation dans le bassin versant du Grémillon, à l'origine d'un rejet d'eau pluvial, outre le respect des conditions de rejet imposés par le gestionnaire des réseaux, devra permettre de stocker les eaux pluviales à concurrence d'un épisode pluvieux d'occurrence centennale.		Immédiate
6. Le dépôt des dossiers loi sur l'eau de l'ensemble des ouvrages réalisés sur le Grémillon, après le 31 mars 1993 et non autorisés ou déclarés à ce jour.		Fin 2013

**Article 6 : contrôle des ouvrages**

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

**Article 7 : mesures de sécurité publique**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**Article 8 : réserve du droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9 : autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 10 : clause de précarité**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

**Article 11 : modification des ouvrages**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Article 12 : recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

**Article 13 : publication et exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Une copie sera transmise pour information à l'agence régionale de santé de Lorraine et au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies d'Essey-lès-Nancy, de Pulnoy, de Seichamps, de Dommarthemont, de Tomblaine et de Saint Max.

Nancy, le 12 juillet 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

L'annexe 1 au présent arrêté est consultable à la Direction de l'action locale - Bureau des procédures environnementales.

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité***Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-31 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012**

Le 3 juillet 2012, la convention d'utilisation n°54-2010-31 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire, et  
Le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz dont les bureaux sont à Nancy, 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.  
Le bâtiment HUGO situé 2 rue Philippe de Gueldres à Nancy, fait l'objet d'un avenant sur les articles 11 et 12 de la convention.  
L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-32 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012**

Le 3 juillet 2012, la convention d'utilisation n°54-2010-32 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire, et  
Le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz dont les bureaux sont à Nancy, 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.  
L'immeuble situé à Nancy 1 rue Mably fait l'objet d'un avenant sur les articles 5, 11 et 12 de la convention.  
L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-33 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012**

Le 3 juillet 2012, la convention d'utilisation n°54-2010-33 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire, et  
Le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz dont les bureaux sont à Nancy, 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.  
L'immeuble situé à Nancy 28-30 rue de Saurupt fait l'objet d'un avenant sur les articles 11 et 12 de la convention.  
L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-62 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012**

Le 3 juillet 2012, la convention d'utilisation n°54-2010-62 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire, et  
Le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz dont les bureaux sont à Nancy, 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.  
Le bâtiment GUELDRÉS situé 2 rue Philippe de Gueldres à Nancy, fait l'objet d'un avenant sur les articles 11 et 12 de la convention.  
L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-63 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012**

Le 3 juillet 2012, la convention d'utilisation n°54-2010-63 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire, et

Le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz dont les bureaux sont à Nancy, 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.  
Le bâtiment 1 rue Sellier à Nancy fait l'objet d'un avenant sur les articles 11 et 12 de la convention.  
L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-64 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012**

Le 3 juillet 2012, la convention d'utilisation n°54-2010-64 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre  
L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire,  
et

Le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz dont les bureaux sont à Nancy, 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

L'immeuble situé 3-5 rue Sellier à Nancy fait l'objet d'un avenant sur les articles 5, 10, 11, 12 et 14 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-65 entre l'administration chargée des domaines et le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz en date du 3 juillet 2012**

Le 3 juillet 2012, la convention d'utilisation n°54-2010-65 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre  
L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire,  
et

Le Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz représenté par Monsieur Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz dont les bureaux sont à Nancy, 2 rue Philippe de Gueldres, l'utilisateur.

Le bâtiment CITADELLE situé 2 rue Philippe de Gueldres à Nancy, fait l'objet d'un avenant sur les articles 11 et 12 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**DIRECTION INTERREGIONALE**  
**DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG**

**Centre de Détention de Toul - Décision du 2 juillet 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles**

Le Directeur du Centre de Détention de Toul,

VU le décret n° 2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire ;  
VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1 ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à Messieurs Patrick COLLIGNON et Michel GARCIA, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché de l'Administration de l'Etat, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur Claude CHRISTOPH, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5 :** Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. Lionel BARBIER, lieutenant	- M. Christian ECKER, capitaine	- M. Philippe ROBET, capitaine
- M. Damien DEMANGE, lieutenant	- M. Didier PETITJEAN, capitaine	

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

**Article 6 :** Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. BERNARD Fabrice, major	- M. DJERFI Brahim, 1er surveillant	- Mme MALARME Christelle, major
- M. AUBRY Philippe, 1er surveillant	- M. FERINO Laurent, 1er surveillant	- M. MULLER Patrick, 1er surveillant
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1er surveillant	- M. FLORENTIN Laurent, 1er surveillant	- M. POIRSON Gérard, 1er surveillant
- M. DIDELOT Hervé, 1er surveillant		

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 2 juillet 2012

Le Directeur,  
F. GERVAIS



Le Directeur du Centre de Détention de Toul donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Majors et 1ers surveillants
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	X
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP	X			X	X	X
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X			X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
3) Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	X			X		
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP						
5) Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	X	X		X		
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X	X	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP						
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X			X		
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP						
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X			X	X	
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP						
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP						
Classement, déclassé ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP						
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP						
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D444-1 CPP						

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**  
**DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-046 en date du 5 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations urgentes de glissières de sécurité sur la RN52, dans les 2 sens de circulation, entre les PR 7+810 et 11+600**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 05/07/2012 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 05/07/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 05/07/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	7+810 à 11+600	
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux urgents de réparations de glissières	
PERIODE GLOBALE	Le vendredi 06 juillet 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des voies de gauche dans les deux sens de circulation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le 06 juillet 2012 entre 8h30 et 15h	AK5 au PR 7+810 dans le sens Metz/Longwy	Neutralisation de la voie de gauche	Circulation sur la voie de droite ; Limitation de la vitesse à 90 km/h ; Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
		FLR au PR 11+600 dans le sens Longwy/Metz	Neutralisation de la voie de gauche	Circulation sur la voie de droite ; Limitation de la vitesse à 90 km/h ; Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SIGNATURE,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 5 juillet 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-047 en date du 5 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation d'enduit sur RN4 et RN59**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 02 juillet 2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'information du CG 54 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 05 juillet 2012 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 02 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN4 et RN59 sur sections contiguës	
POINTS REPERES (PR)	Voir tableau ci dessous	
SENS	2 sens de circulation	
SECTION	Voir détail ci dessous	
NATURE DES TRAVAUX	ENDUITS SUPERFICIELS 10/14 + 4/6	
PERIODE GLOBALE	Du 09/07 au 30/7/2012 incluant enduisage et balayages sur 2 semaines après réalisation	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculements de circulation sur sens opposé	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI LUNEVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI LUNEVILLE

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
RN 59				
1	Du 09/07/12 à 7h30 au 10/07/2012 à 7h30	4+000 à 7+700 et 8+800 à 5+150	Basculement sens 1 sur sens 2	Limitation de vitesse B14-70km/h + AK22 + KC1 « marquage effacé » - fermeture de la bretelle de sortie de Fraimbois dans le sens 1 : les usagers iront jusqu'à l'échangeur de Saint-Clément, feront demi-tour à l'échangeur de Saint-Clément et sortiront à l'échangeur de Fraimbois sens 2. Ils sont conservés sur le réseau routier national. - fermeture de la bretelle d'accès depuis Fraimbois dans le sens 1 : les usagers prendront l'entrée sur la RN59 dans le sens 2 direction Nancy/Strasbourg puis feront demi-tour au giratoire de Moncél-lès-Lunéville. Les usagers sont conservés sur le réseau routier national.
RN4				
2	Du 10/07/12 à 7h30 au 11/07/2012 à 7h30	40+200 à 46+200 et 48+400 à 41 +300	Basculement sens 1 sur sens 2	Limitation de vitesse B14-70km/h + AK22 + KC1 « marquage effacé » - seule la bretelle de sortie de Thiébauménil dans le sens 1 sera fermée. Les usagers poursuivront jusqu'à l'échangeur de Bénoménil et reprendront la RN dans le sens 2 pour prendre la sortie Thiébauménil dans le sens 2
RN59				
3	Du 11/07/12 à 7h30 au 12/07/2012 à 7h30	8+800 à 5+500 et 4+000 à 7+500	Basculement sens 2 sur sens 1	Limitation de vitesse B14-70km/h + AK22 + KC1 « marquage effacé » - fermeture de la bretelle de sortie de Fraimbois dans le sens 2 : les usagers iront jusqu'au giratoire de Moncél pour reprendre la RN59 dans le sens 1 et sortir à l'échangeur de Fraimbois sens 1. Ils sont conservés sur le réseau routier national. - fermeture de la bretelle d'accès depuis Fraimbois dans le sens 2 : les usagers prendront l'entrée sur la RN59 dans le sens 1 direction Baccarat et sortiront à Saint-Clément pour reprendre la RN59 en direction de Lunéville. Les usagers sont conservés sur le réseau routier national
RN4				
4	Du 12/07/12 à 7h30 au 13/07/2012 à 16h30	47+000 à 39+560 et 38+200 à 45+700	Basculement sens 2 sur sens 1	Limitation de vitesse B14-70km/h + AK22 + KC1 « marquage effacé »
5	Du 13 au 27 juillet 2012	PR 4 à 8 pour les deux sens de la RN59 PR 38+200 à 45+700 pour les deux sens de la RN4	RAS	Vitesse limitée à 90km/h en raison des risques de projection de cailloux.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de SCREG-COLAS,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 5 juillet 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-050 en date du 12 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement des joints de l'ouvrage de la Meurthe à Bertrichamps, sur la RN59 dans le sens Lunéville – Saint-Dié, entre les PR 28+200 et 29+600**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 12/07/2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'information du CISGT « Myrabel » ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 12/07/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	N 59	
Points Repères PR. et sens	Du PR 28.200 au PR 29.600 sens Lunéville - Saint-Dié	
SECTION	Courante	
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement des joints de l'ouvrage	
PERIODE GLOBALE	Le 13 juillet 2012 de 0h00 à 16h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de gauche (voie rapide).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Saint-Dié	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Saint-Dié

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	SYSTEME D'EXPLOITATION	RESTRICTION DE CIRCULATION
1	13 juillet 2012 de 0h00 à 16h00	PR 28.200 à 29.600 sens Lunéville vers Saint-Dié	Neutralisation de la voie de gauche.	Circulation des usagers sur la voie de droite. Limitation de la vitesse à 90 km/h. Interdiction de doubler pour tous les véhicules.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société Freyssinet,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 12 juillet 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Cellule habitat-santé*

#### Arrêté N° 352/2012/ARS/DT54 du 26 juin 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment son article L 1311-4 ;

VU le règlement sanitaire départemental en date du 5 août 1981 et particulièrement son article 40 ;

VU les rapports établis par Monsieur Marc MOSSER, inspecteur de salubrité du service communal d'hygiène et de santé de la Ville de Nancy en date du 12 juin 2012, du 13 juin 2012 et du 26 juin 2012 relatant les faits constatés dans le logement situé au rez-de-chaussée - gauche de l'immeuble sis 21 Rue de Château Salins à 54000 NANCY, actuellement occupé par Monsieur BUTIN Jérôme et dont Monsieur LITIQUE Eric, Pierre, Jean demeurant 5 Impasse du Lorient à 67203 OBERSCHEFFOLSHEIM est propriétaire ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des rapports susvisés que le logement n'est pas alimenté en eau potable et que la coupure d'eau est à l'initiative du propriétaire ;

CONSIDÉRANT que cette situation présente un danger grave et imminent pour la santé publique et notamment pour celle des occupants et nécessite une intervention urgente ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Monsieur LITIQUE Eric, Pierre, Jean est mis en demeure de rétablir l'alimentation en eau potable du logement occupé par Monsieur BUTIN Jérôme situé au rez-de-chaussée - gauche de l'immeuble sis 21 Rue de Château Salins à 54000 NANCY, dans un délai de vingt-quatre heures (24 heures) à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** En cas d'inexécution des mesures prescrites dans le délai imparti, le maire de la Ville de NANCY ou, à défaut, le préfet, procédera à leur exécution d'office aux frais de Monsieur LITIQUE Eric, Pierre, Jean sans autre mise en demeure préalable.

La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article R. 1312-8 du code de la santé publique reproduit en annexe.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera notifié à Monsieur LITIQUE Eric, Pierre, Jean et à Monsieur BUTIN Jérôme.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de NANCY, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé - EA 2 - 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY - 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 26 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

*L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation territoriale 54 – Cellule habitat-santé.*

**Cellule personnes âgées**

**Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N°0701 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°2012-223 du 10 juillet 2012 autorisant l'extension de 6 places d'hébergement permanent de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Sainte-Thérèse » de Ludres**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;

VU la demande reçue le 11 octobre 2011 sollicitant une autorisation d'extension de capacité de 6 places de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Sainte Thérèse de LUDRES ;

CONSIDERANT que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC), modifié par arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

CONSIDERANT que le projet répond aux objectifs du schéma gérontologique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de la dotation régionale de crédits affectée au fonctionnement des établissements et services pour personnes âgées, notifiée par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) à l'agence régionale de santé de Lorraine ;

CONSIDERANT que le projet présente un coût de fonctionnement compatible avec l'objectif annuel des dépenses sociales envisagées par le Département pour les années à venir ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETEMENT**

**Article 1er :** L'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Sainte-Thérèse, sis 50 rue de la Gare, 54710 LUDRES, est autorisé à augmenter sa capacité de 6 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes.

**Article 2 :** La capacité d'accueil de l'établissement est fixée à :

- 131 places d'hébergement permanent dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées

- 3 places d'hébergement temporaire

- 14 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées

**Article 3 :** La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 131 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'hébergement temporaire et les 14 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**Article 4 :** La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

**Article 5 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente, selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 6 :** Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : N° FINESS : 54 000 131 0

Code statut juridique : 60 (Association loi 1901 non reconnue d'utilité publique)

Entité établissement : N° FINESS : 54 000 314 2

capacité : 148

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 119
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 119
Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)	capacité : 119
Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 12
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 12
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 12
Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)	capacité : 3
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 3
Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)	capacité : 3
Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 14
Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)	capacité : 14
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 14

**Article 7 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 8 :** Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 10 juillet 2012

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

La Vice-Présidente déléguée à la Solidarité  
avec les Personnes et au Développement Social,  
Michèle PILOT

## DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

### *Service produits de santé et biologie*

#### **Arrêté ARS n° 2012-0618 du 15 juin 2012 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de Toul (54000) - N° FINESS Entité juridique : 540000023**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L5126-2, R 5126-5, R 6111-18 à 21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté ministériel du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU la licence n° 427 accordée par le Préfet de Meurthe et Moselle à l'Hôpital Saint-Charles de Toul pour le transfert d'une pharmacie à usage intérieur en date du 26 juin 1981 ;

VU l'arrêté DDASS/AES/JFL/DH N°18 du 23 janvier 2003 autorisant la Pharmacie à Usage Intérieur du centre hospitalier de Toul à exercer l'activité optionnelle de stérilisation ;

VU l'arrêté ARH n° 54D09-185 du 28 septembre 2009 autorisant la Pharmacie à Usage Intérieur du centre hospitalier de Toul à réaliser pour le compte du centre hospitalier de Pont-à-Mousson l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux ;

VU l'arrêté ARS n°2011/417 du 26 octobre 2011 autorisant le Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à créer une pharmacie à usage intérieur ayant pour seule activité la stérilisation des dispositifs médicaux.

#### **CONSIDÉRANT**

la demande présentée le 2 mai 2012 par le centre hospitalier de Toul suite à son adhésion au Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à ne conserver que les activités de prélavage des dispositifs médicaux ;

la convention de prestation entre le centre hospitalier de Toul et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy définissant leurs engagements respectifs, signée le 11 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 15 juin 2012 ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** L'autorisation de la Pharmacie à Usage intérieur du Centre Hospitalier de Toul à stériliser les dispositifs médicaux est modifiée comme suit à compter du 16 juin 2012 :

Le Centre Hospitalier de Toul reste autorisé à réaliser une phase de pré-lavage des dispositifs médicaux ;

Les étapes de nettoyage, de conditionnement et de stérilisation proprement dites sont confiées à l'unité de stérilisation STERILORR du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.

**Article 2 :** L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

**Article 3 :** L'arrêté ARH n° 54D09-185 du 28 septembre 2009 est abrogé.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur du centre hospitalier de Toul et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H.

- Monsieur l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE



**Arrêté ARS n° 2012-0619 du 15 juin 2012 relatif à la modification de l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L. 6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-5, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/ 417 du 26 octobre 2011 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur et à l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

VU l'arrêté ARS Arrêté ARS n°2012-0618 du 15 juin 2012 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de Toul ;

**CONSIDÉRANT**

la demande présentée le 2 mai 2012 par le centre hospitalier de Toul suite à son adhésion au Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à ne conserver que les activités de prélavage des dispositifs médicaux ;

**CONSIDÉRANT**

la convention de prestation établie entre le centre hospitalier de Toul et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy signée le 11 juin 2012, définissant leurs engagements respectifs ;

**CONSIDÉRANT**

les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 15 juin 2012 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 2 de l'arrêté ARS n° 2012- 0584 du 24 mai 2012 est complété comme suit :

L'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr est autorisée à prendre en charge l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Hospitalier de Toul à compter du 16 juin 2012.

**Article 2** : L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

**Article 4** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur du Centre Hospitalier de Toul et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé
  - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H.
  - Monsieur l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy
- et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**Arrêté ARS n° 2012-0621 du 18 juin 2012 portant composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III »**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU Le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1114-1, L. 1123-1 à L. 1123-3, L. 1123-14, R. 1123-4 à R. 1123-10 et R. 1123-18 ;  
VU L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément des Comités de Protection des Personnes « Est-I », « Est-II », « Est-III » et « Est-IV » au sein de l'interrégion de recherche clinique « Est » ;

VU L'arrêté du 13 janvier 2010 fixant le règlement intérieur type devant être adopté par les comités de protection des personnes ;

VU L'arrêté du 23 janvier 2009 relatif au montant des indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du comité de protection des personnes, aux experts et aux spécialistes appelés à participer aux travaux du comité ;

VU Le décret du 31 mars 2010 (art 5) tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU La circulaire DGS/SD/2006/259 du 15 juin 2006 relative à la mise en place des Comités de Protection des Personnes ;

VU La circulaire DGS/SD1B/2006/124 du 10 mars 2006 relative à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;

CONSIDÉRANT les demandes de renouvellement de mandat présentées par les membres du comité de protection des personnes ;

CONSIDÉRANT les candidatures examinées pour pourvoir des sièges libres du comité de protection des personnes ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La composition du Comité de Protection des Personnes « Est-III » sis Hôpital de Brabois – rue du Morvan – 54511 Vandoeuvre Les Nancy Cedex est arrêté comme suit :

*Premier collège*

I - Pour les personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche biomédicale dont au moins deux médecins et une personne qualifiée en raison de sa compétence en matière de bio statistique ou d'épidémiologie :

Membres titulaires :

- M. BEAU Didier
- M. PERRIN Philippe
- M. PETON Patrick
- à pourvoir

Membres suppléants :

- Mme LOOS AYAV Carole
- M. SCHWEITZER Gérard
- Mme GILLON Véronique
- à pourvoir

II - Pour les médecins généralistes :

Membre titulaire :

- à pourvoir

Membre suppléant :

- Mme CARAYON Isabelle

III - Pour les pharmaciens hospitaliers :

Membre titulaire :

- M. BUREAU Alain

Membre suppléant :

- Mlle RAFFY Françoise Marie

IV - Pour les infirmiers :

Membre titulaire :

- M. PFEIFFER Guillaume

Membre suppléant :

- Mme GAUDRON Mireille

*Deuxième collègue*

V - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthiques :

Membre titulaire :

- Mme CONTET-AUDONNEAU Nelly

Membre suppléant :

- à pourvoir

VI - Pour les travailleurs sociaux :

Membre titulaire :

- à pourvoir

Membre suppléant :

- à pourvoir

VII - Pour les psychologues :

Membre titulaire :

- Mme BATT Martine

Membre suppléant :

- M. LANFROY Rénald

VIII - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique :

Membres titulaires :

- Mme TOUSSAINT Sabine

- M. VAUTHIER Jean-Philippe

Membres suppléants :

- Mme CARMAGNANI Déborah

- à pourvoir

IX - Pour les représentants des associations agréées de malades et d'usagers du système de santé :

Membres titulaires :

- M. VIDAL Pierre

- M. PETIT Jean-Louis

Membres suppléants :

- à pourvoir

- Mme BOUTET Monique

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 19 juin 2012.

**Article 3 :** Les membres dudit comité sont nommés jusqu'au terme de son agrément, soit le 19 juin 2018.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et de Région.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**Arrêté n° 2012-0680 en date du 2 juillet 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation n° 54-73**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2012-0386 du 02 Mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

VU l'arrêté n°2012-0385 du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700), enregistrée sous le n° 06 ;

VU la circulaire n° DREES/DMSI/2010/160 du 22 juillet 2010 relative à la biologie médicale ;

CONSIDÉRANT la notification des numéros attribués dans le répertoire FINESS à l'Entité juridique, siège social de la SELAS « Laboratoire SIEST » et à chaque établissement ou site exploité par le laboratoire de biologie médicale multi-sites ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, l'article 1 de l'arrêté n°2012-0386 du 2 Mai 2012 sus mentionné est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale dont le siège sociale est situé 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700) est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-73 sur les 5 sites suivants, ouverts au public : Numéro FINESS Entité juridique 54 002 098 9.

- 1) 248, Avenue Henri Dunant à PONT-A-MOUSSON (54700)  
Numéro FINESS Etablissement ET : 54 002 099 7  
Biologiste présent : Mme Anne DOLEANS-SIEST  
Activités réalisées : aucune activité technique.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h45 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.
- 2) 29, rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700)  
Numéro FINESS Etablissement ET : 54 002 100 3  
Biologiste présent : Mme Françoise CAUTAIN  
Activités réalisées : aucune activité technique.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h, le samedi de 7h à 13h.
- 3) 9, rue Fabvier à PONT-A-MOUSSON (54700)  
Numéro FINESS Etablissement ET : 54 002 101 1  
Biologistes présents : Mme Marie-Madeleine GALTEAU et Mme Audrey BARBIER  
Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyse, hématologie, hémostase, Groupe RAI.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 13h et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 13h.
- 4) 3, rue des Aulnois à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530)  
Numéro FINESS Etablissement ET : 54 002 102 9  
Biologiste présent : Mme Adeline SCHIRRA  
Activités réalisées : Microbiologie  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h30 à 17h00, le samedi de 7h30 à 12h.
- 5) 31, rue Clemenceau à CLOUANGE (57185)  
Numéro FINESS Etablissement ET : 57 002 526 2  
Biologiste présent : M. Jean-Luc SALLERIN  
Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyse, hématologie, hémostase.  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Mme Anne DOLEANS-SIEST, biologiste médical, médecin,
- Mme Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- M Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical seront assurées par :

- Mme Audrey BARBIER, biologiste médical, pharmacien.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires sociales et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Lorraine, Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### DIRECTION

#### Arrêté n° 38/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés au paragraphe 1 -travail/emploi- de l'article 1er de l'arrêté susvisé n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2 :** Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine et relatives à la gestion des personnels dans les domaines suivants :

- affectation fonctionnelle des personnels au sein de l'unité territoriale ;
- gestion courante des personnels de l'unité territoriale notamment, organisation générale, attribution des congés annuels, de maladie, de formation professionnelle ;
- imputabilité des accidents du travail au service ;
- établissement des cartes d'identité des fonctionnaires ;
- décisions d'attribution des éléments de rémunération accessoires des agents de catégories B et C.

**Article 3 :** Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre
- 2) aux Ministres
- 3) aux Parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional
- 5) au Président du Conseil Général

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Philippe DIDELOT, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

**Article 5 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 21/2012 en date 10 mai 2012 est abrogé.

**Article 6 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, et les subdélégués ci-dessus mentionnés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2012

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

#### **Arrêté n° 39/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;  
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;  
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat ;  
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale du département de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés à l'article 1er de l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en matière d'ordonnancement secondaire, des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 relevant des programmes 102, 103, 111 et 155.

**Article 2** : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Philippe DIDELOT, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

**Article 4** : L'arrêté de subdélégation de signature n° 20/2012 en date du 10 mai 2012 est abrogé.

**Article 5** : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, et les subdélégués ci-dessus désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2012

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

---

**Arrêté n° 46/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfète de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0862 du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie et Responsable, par intérim, du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie, à M. François KIFFER, Responsable, par intérim, du pôle Politique Travail, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

**Article 2** : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Jean DE ZELICOURT ;

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François KIFFER, subdélégation est donnée à M. Marc SONNET à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENNAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

**Article 4 :** Mise en œuvre du programme opérationnel 2007-2013 FSE « Compétitivité régionale et emploi ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 2 (arrêté SGAR n° 2012-239 du 26.06.2012) sera exercée par Mme Marie-France RENZI, Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI et de Mme Marie-France RENZI, l'habilitation consentie sera exercée par Mme Catherine LAGNEAU, directrice régionale adjointe, responsable du Pôle 3E de la DIRECCTE Lorraine ou Mme Annie AIGUIER, directrice des ressources humaines de la DIRECCTE Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, de Mme Catherine LAGNEAU et de Mme Annie AIGUIER, l'habilitation consentie sera exercée par M. François MERLE, responsable de la cellule FSE à la DIRECCTE Lorraine, excepté pour : signer les conventions d'attribution FSE avec les maîtres d'ouvrages et procéder au paiement des factures.

**Article 5 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 29/2012 en date 14 mai 2012 est abrogé.

**Article 6 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 4 juillet 2012

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

#### **Arrêté n° 47/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012-0863 en date du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté n° DCTAJ n° 2012-A-88 en date du 25 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012/1037 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie et Responsable, par intérim, du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie, à M. François KIFFER, responsable, par intérim, du pôle Politique Travail à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

BOP 102 : accès et retour à l'emploi

BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi

BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

BOP 223 : tourisme

BOP 305 : stratégie économique et fiscale

**Article 2 :** Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Jean DE ZELICOURT, Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS ;
- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;
- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;
- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;
- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François KIFFER, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. Marc SONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO.

**Article 4 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 30/2012 en date 14 mai 2012 est abrogé

**Article 5 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2012

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

Ont signé :

Catherine LAGNEAU, Jean DE ZELICOURT, Jean-Marie FRANCOIS, Emmanuelle ABRIAL, Stéphanie MONIN, Chantal CARTAU, Michel DELVOT, François KIFFER, Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Bruno FERRY, Claude MIO, Marc SONNET, Anne-Sophie MUSY.

#### **Arrêté n° 48/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le code du travail ;  
VU le code de commerce ;  
VU le code de la consommation ;  
VU le code du tourisme ;  
VU le code de la sécurité sociale ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;  
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;  
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;  
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;  
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;  
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0862 du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;  
VU l'arrêté ministériel du 06 octobre 2011 portant nomination de Mme Marie-France RENZI en qualité de Secrétaire Générale de la DIRECCTE Lorraine ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Délégation est donnée à Mme Marie-France RENZI, Secrétaire Générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine.

**Article 2 :** Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

**Article 3 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 31/2012 en date du 14 mai 2012 est abrogé.

**Article 4 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et la secrétaire générale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, par intérim, sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 4 juillet 2012

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

---

**Arrêté n° 49/2012 du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté ministériel du 06 octobre 2011 portant nomination de Mme Marie-France RENZI en qualité de Secrétaire Générale de la DIRECCTE Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er :** En application de l'arrêté du Préfet de la Région n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 portant délégation pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'Etat, en qualité de responsable des budgets opérationnels des programmes 102, 103, 111, 134, 155, 223, 305 et de responsable d'unité opérationnelle, à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, délégation est donnée à Mme Marie-France RENZI, Secrétaire Générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, pour l'ensemble des opérations budgétaires, comptables et d'ordonnancement secondaire prévues par l'arrêté précité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine.

**Article 2 :** Sont exclus de la présente délégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

**Article 3 :** L'arrêté de subdélégation de signature n° 32/2012 en date du 10 mai 2012 est abrogé.

**Article 4 :** Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et la secrétaire générale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Lorraine et du Département de la Moselle et à Mme la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2012

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

Ont signé : Marie-France RENZI, Annie AIGUIER.

---

**Arrêté n° 50/2012 du 9 juillet 2012 portant délégation de signature de Mme GIUGANTI, en matière d'actions d'inspection de la législation du travail, en faveur du Responsable du Pôle Travail, par intérim**

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-11,

VU le code de l'environnement,

VU le code de la défense,

VU le code de l'éducation,



VU le code de l'action sociale et des familles

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté interministériel en date du 19 avril 2012 nommant Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation permanente est donnée à M. François KIFFER, responsable par intérim du Pôle Travail, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées :

- 1) Dans le cadre d'un recours hiérarchique aménagé prévu par le Code du travail, décisions de confirmation ou d'infirmité de décisions administratives ;
- 2) Décisions accordant ou refusant :

Décisions	Code du travail
Agrément des services de santé 3U travail	D 4622-15 et suivants D 4622-35 et suivants
Dispense aménagement locaux risque incendie, d'explosion et évacuation	R 4216-32 -R 4227-55
Dispense aménagement locaux risque pyrotechnique	Article 89 du Décret 79-846 du 28.09.79
Equivalences formation travaux hyperbares	Arrêté du 24.03.2000 modifiant l'Arrêté du 28.01.91
Décisions d'homologation de dispositions générales (CARSAT -CRAM)	L 422-4 et R 422-5 code SS
Détermination des organisations syndicales représentatives pour la désignation des assesseurs des Tribunaux des Affaires de Sécurité Sociale	L 142-5 et R 142-10 code SS ct Arrêté du 19.06.69
Décisions de refus d'enregistrement des contrats de professionnalisation	D 6325-3

**Article 2 :** M. François KIFFER peut donner délégation à un ou plusieurs agents de l'inspection du travail placés sous son autorité aux fins de signer en tout ou partie les actes visés dans la présente délégation. Il communiquera copie de sa décision de subdélégation à la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine. Cette décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs.

**Article 3 :** L'arrêté n° 05/2011 en date du 04 janvier 2011 est abrogé.

**Article 4 :** La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 9 juillet 2012

La Directrice Régionale,  
Danièle GIUGANTI

## DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

**Arrêté du 2 juillet 2012 prorogeant l'arrêté du 29 novembre 2010 relatif à l'exécution de travaux en site classé des « terrains communaux de Vaudémont » pour l'ouverture de paysage, débroussaillage, entretien de l'espace naturel et restauration du monument Barrès**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre quatrième du code de l'Environnement, notamment ses articles L. 341-1 à L. 341-22 et les articles R. 341-1 à R. 341-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 16 septembre 1936 portant classement des terrains communaux de la montagne de Sion Vaudémont ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 88-1124 du 15 décembre 1988 modifiant la loi du 2 mai 1930 et déconcentrant la délivrance d'autorisation exigées en vertu des articles 9 et 12 de cette loi ;

VU l'arrêté du 29 novembre 2010 autorisant l'exécution des travaux :

- d'ouverture de deux fenêtres paysagères dans la frange boisée jouxtant la grande carrière ;
- d'entretien par débroussaillage de différents secteurs de ce même espace naturel sensible pour la reconquête de la biodiversité ;
- de réfection du monument Barrès pour sa mise en sécurité ;

VU le courrier du président du conseil général en date du 5 juin 2012 sollicitant la prorogation du délai d'exécution des travaux ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le délai fixé à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2010 est prorogé jusqu'au 31 décembre 2013.

**Article 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Nancy.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié au président du conseil général,
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée au :
  - \* maire de Vaudémont,
  - \* directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
  - \* délégué du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,
  - \* ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,
  - \* colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES****TRESORERIE DU JARNISY**

**Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BEAUCART Evelyne, Contrôleur Principal des Finances Publiques**

Le soussigné PERNOT Eric, Comptable Public, responsable de la trésorerie du JARNISY

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BEAUCART Evelyne, Contrôleur Principal des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP 54 et à la DGFIP, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de la Poste pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BEAUCART Evelyne tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant

PERNOT Eric,

Comptable Public

Signature du mandataire

BEAUCART Evelyne,

Contrôleur Principal des Finances Publiques

le cas échéant,

donner délégation à Madame BEAUCART Evelyne pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique).

Signature du délégant

PERNOT Eric,

Comptable Public

Signature du délégataire

BEAUCART Evelyne,

Contrôleur Principal des Finances Publiques

Jarny, le 2 janvier 2012

**Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BOLONI Nelly, Contrôleur des Finances Publiques**

Le soussigné PERNOT Eric, Comptable Public, responsable de la trésorerie du JARNISY

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BOLONI Nelly, Contrôleur des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP 54 et à la DGFIP, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de la Poste pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BOLONI Nelly, les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant

PERNOT Eric,

Comptable Public

Signature du mandataire

BOLONI Nelly,

Contrôleur des Finances Publiques

le cas échéant,

donner délégation à Madame BOLONI Nelly pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique).

Signature du délégant

PERNOT Eric,

Comptable Public

Signature du délégataire

BOLONI Nelly,

Contrôleur des Finances Publiques

Jarny, le 2 janvier 2012

**Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame BUTTIGNOL Solange, Contrôleur Principal des Finances Publiques**

Le soussigné PERNOT Eric, Comptable Public, responsable de la trésorerie du JARNISY

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame BUTTIGNOL Solange, Contrôleur Principal des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP 54 et à la DGFIP, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de la Poste pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame BUTTIGNOL Solange tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Comptable Public

Signature du mandataire  
BUTTIGNOL Solange,  
Contrôleur Principal des Finances Publiques

le cas échéant,  
donner délégation à Madame BUTTIGNOL Solange pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique).

Signature du délégué  
PERNOT Eric,  
Comptable Public

Signature du délégataire  
BUTTIGNOL Solange,  
Contrôleur Principal des Finances Publiques

Jarny, le 2 janvier 2012

---

**Procuration sous seing privé du 2 janvier 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame RITZ Laurence, Contrôleur Principal des Finances Publiques**

Le soussigné PERNOT Eric, Comptable Public, responsable de la trésorerie du JARNISY

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame RITZ Laurence, Contrôleur Principal des Finances Publiques lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP 54 et à la DGFIP, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de la Poste pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame RITZ Laurence, les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Comptable Public

Signature du mandataire  
RITZ Laurence,  
Contrôleur Principal des Finances Publiques

le cas échéant,  
donner délégation à Madame RITZ Laurence pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique).

Signature du délégué  
PERNOT Eric,  
Comptable Public

Signature du délégataire  
RITZ Laurence,  
Contrôleur Principal des Finances Publiques

Jarny, le 2 janvier 2012

---

**Procuration sous seing privé du 2 avril 2012 à donner par les Comptables publics à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame LAMORLETTE Maryline, Contrôleur des Finances Publiques**

Le soussigné PERNOT Eric, Comptable Public, responsable de la trésorerie du JARNISY

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame LAMORLETTE Maryline, Contrôleur des Finances Publiques lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie du JARNISY d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP 54 et à la DGFIP, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de la Poste pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de JARNISY entendant ainsi transmettre à Madame LAMORLETTE Maryline tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandant  
PERNOT Eric,  
Comptable Public

Signature du mandataire  
LAMORLETTE Maryline,  
Contrôleur des Finances Publiques

le cas échéant,  
donner délégation à Madame LAMORLETTE Maryline pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique).

Signature du délégué  
PERNOT Eric,  
Comptable Public

Signature du délégataire  
LAMORLETTE Maryline,  
Contrôleur des Finances Publiques

Jarny, le 2 avril 2012

---

**TRESORERIE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

**Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame Monique PETRIQUE**

Le soussigné Paul BARDEAU, Comptable Public, responsable du Centre des Finances Publiques de SAINT NICOLAS DE PORT

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Monique PETRIQUE, demeurant à MARAUCOURT 54110 82 Rue Général Lambert lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou

pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, de le représenter auprès des Agents de l'Administration des Postes pour toute opération, d'effectuer des déclarations de créances et d'agir en justice.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT:

entendant ainsi transmettre à Madame Monique PETRIQUE.

tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Saint-Nicolas-de-Port, le 4 janvier 2012

Signature du mandataire

Monique PETRIQUE

Contrôleur Principal des Finances Publiques

Signature du mandant

Paul BARDEAU

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

---

**Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur Laurent COLSON**

Le soussigné Paul BARDEAU, Comptable Public, responsable du Centre des Finances Publiques de SAINT NICOLAS DE PORT

**DECLARE**

constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Laurent COLSON, demeurant à BRIN SUR SEILLE 54280 7 Rue St J. FONTAINE lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, de le représenter auprès des Agents de l'Administration des Postes pour toute opération, d'effectuer des déclarations de créances et d'agir en justice.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT:

entendant ainsi transmettre à Monsieur Laurent COLSON

tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Saint-Nicolas-de-Port, le 4 janvier 2012

Signature du mandataire

Laurent COLSON

Inspecteur des Finances Publiques

Signature du mandant

Paul BARDEAU

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

---

**Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Monsieur Jérôme OBERLE**

Le soussigné Paul BARDEAU, Comptable Public, responsable du Centre des Finances Publiques de SAINT NICOLAS DE PORT

**DECLARE**

constituer pour son mandataire spécial et général Monsieur Jérôme OBERLE, demeurant à 27 Rue Braille 54000 NANCY

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, de le représenter auprès des Agents de l'Administration des Postes pour toute opération, d'effectuer des déclarations de créances et d'agir en justice.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT:

entendant ainsi transmettre à Monsieur Jérôme OBERLE

tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Saint-Nicolas-de-Port, le 4 janvier 2012

Signature du mandataire

Jérôme OBERLE

Inspecteur des Finances Publiques

Signature du mandant

Paul BARDEAU

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

---

**Procuration sous seing privé du 4 janvier 2012 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature - Madame Martine PETITFILS**

Le soussigné Paul BARDEAU, Comptable Public, responsable du Centre des Finances Publiques de SAINT NICOLAS DE PORT

**DECLARE**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Martine PETITFILS, demeurant à :12 Rue Patton 54210 FERRIERES

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, de le représenter auprès des Agents de l'Administration des Postes pour toute opération, d'effectuer des déclarations de créances et d'agir en justice.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la trésorerie de SAINT NICOLAS DE PORT:  
entendant ainsi transmettre à Madame .Martine PETITFILS  
tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Saint-Nicolas-de-Port, le 4 janvier 2012

Signature du mandataire

Martine PETITFILS

Contrôleur Principal des Finances Publiques

Signature du mandant

Paul BARDEAU

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORET - CHASSE

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Aménagement Foncier/297 du 2 juillet 2012 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Vandières**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Rural – Livre 1<sup>er</sup> – Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 17/02/2003 ordonnant le remembrement de la propriété foncière de VANDIERES, modifié par l'arrêté préfectoral du 22/01/2009 ;

VU le plan de projet et les conditions de prise de possession provisoire approuvés par la commission communale d'aménagement foncier de VANDIERES en date du 07/02/2012, soumis à enquête publique du 23/04/2012 au 25/05/2012 et modifiés dans sa séance du 20/06/2012 ;

VU la délibération de la commission communale d'aménagement foncier de VANDIERES en date du 20/06/2012 demandant à la commission départementale d'aménagement foncier de proposer l'envoi en prise de possession provisoire ;

VU la demande d'envoi en prise de possession provisoire par la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle en date du 27/06/2012 en application de l'article L. 123-10 du Code Rural ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de VANDIERES dans sa séance du 20/06/2012 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 août 2012.

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine: dès enlèvement des récoltes, paille comprise au plus tard le 15 septembre 2012.

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15 octobre 2012.

Terres en maïs grain : dès l'enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris et au plus tard le 30 décembre 2012.

Terres en tournesol : dès l'enlèvement des récoltes et au plus tard le 15 novembre 2012.

Terres en herbes : au plus tard le 1er novembre 2012.

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 30 novembre 2012, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soule) pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 01 avril 2013 enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre 40 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour les hêtres, chênes et peupliers ; diamètre de 20 cm minimum à 1,30 mètre de hauteur pour toutes autres essences.

Jardins potagers et chenevières : au plus tard le 15 novembre 2012.

Arbres fruitiers : récolte des fruits uniquement au plus tard le 15 novembre 2012.

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 01 avril 2013.

Il est INTERDIT de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenus et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Il est rappelé qu'il est interdit de déplacer ou d'arracher les bornes destinées à identifier les nouvelles parcelles.

**Article 2 :** Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

**Article 3 :** Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

**Article 4 :** Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut être déferé dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Maire de VANDIERES, le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera affiché en Mairie de VANDIERES, publié dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il sera notifié aux intéressés, à la directrice départementale des finances publiques, au Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, au Président du conseil général, au Président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 2 juillet 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 305 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bénaménil - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3329**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/03/2012 par l'EARL DU GRAND NOYER (MM PERRIN Dominique et David) à LANEUVEVILLE AUX BOIS concernant 20,68 ha situés à BENAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

**DECIDE**

**Article 1er :** L'EARL DU GRAND NOYER, composé de MM PERRIN Dominique et David, est autorisé à exploiter 20,68 ha (BENAMENIL parcelles C 04 - G 043 - ZD 054, 055, 103, 123 - ZE 127 - ZH004, 008, 021, 083) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU GRAND NOYER (MM PERRIN Dominique et David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM PERRIN Dominique et David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BENAMENIL pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 306 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Mont-le-Vignoble - Blénod-lès-Toul - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3296**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/02/2012 par l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille) à GYE concernant 31,93 ha situés à TOUL - MONT LE VIGNOBLE et BLENOD LES TOUL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. THOUVENIN Guy, M. ABRAHAM David, du GAEC DE LA PLANTURE (Messieurs GARNIER Didier et Pascal),  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. THOUVENIN Guy relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille), du GAEC DE LA PLANTURE (MM GARNIER Didier et Pascal) et de M. ABRAHAM David relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

**Article 1er :** L'EARL DE LA MAIE, composé de M. PLONGUE Cyrille, n'est pas autorisé à exploiter 31,93 ha objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. PLONGUE Cyrille, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TOUL - MONT LE VIGNOBLE et BLENOD LES TOUL pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 307 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont-le-Vignoble - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3360**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/05/2012 par M. ABRAHAM David à THUILLEY AUX GROSEILLES concernant 1,97 ha situés à MONT LE VIGNOBLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. THOUVENIN Guy, de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille), du GAEC DE LA PLANTURE (MM. GARNIER Didier et Pascal),  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. THOUVENIN Guy relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille), du GAEC DE LA PLANTURE (MM GARNIER Didier et Pascal) et de Monsieur ABRAHAM David relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er :** M. ABRAHAM David n'est pas autorisé à exploiter 1,97 ha (MONT LE VIGNOBLE parcelles AC 186, 187 - AD 250, 266, 267) objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. ABRAHAM David.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. ABRAHAM David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT LE VIGNOBLE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 308 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Blénod-lès-Toul - Mont-le-Vignoble - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3357**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/04/2012 par M. THOUVENIN Guy à MONT LE VIGNOBLE concernant 33,27 ha situés à TOUL - BLENOD LES TOUL et MONT LE VIGNOBLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,  
VU les demandes concurrentes de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille), du GAEC DE LA PLANTURE (MM GARNIER Didier et Pascal), M. ABRAHAM David,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. THOUVENIN Guy relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille), du GAEC DE LA PLANTURE (MM GARNIER Didier et Pascal) et de M. ABRAHAM David relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er :** M. THOUVENIN Guy est autorisé, sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat au plus tard le 30 juin 2013, à exploiter 33,27 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. THOUVENIN Guy.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. THOUVENIN Guy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TOUL - BLENOD LES TOUL et MONT LE VIGNOBLE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 309 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul - Charmes-la-Côte - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3346

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/06/2012 par le GAEC DE LA PLANTURE (MM et Mme GARNIER Didier - Pascal et Christine) à DOMGERMAIN concernant 3,43 ha situés à TOUL - CHARMES LA COTE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille), de M. ABRAHAM David, M. THOUVENIN Guy,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur THOUVENIN Guy relève selon cet article du rang de priorité 1, que les demandes d'agrandissement de l'EARL DE LA MAIE (Monsieur PLONGUE Cyrille), du GAEC DE LA PLANTURE (MM. et Mme GARNIER Didier - Pascal et Christine) et de M. ABRAHAM David relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC DE LA PLANTURE, composé de MM et Mme GARNIER Didier - Pascal et Christine, n'est pas autorisé à exploiter 3,43 ha (CHARMES LA COTE parcelle ZC 105 - TOUL parcelle AY 24) objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA PLANTURE (MM et Mme GARNIER Didier - Pascal et Christine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM et Mme GARNIER Didier - Pascal et Christine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TOUL et CHARMES LA COTE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 310 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Valhey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3348

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,



VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/03/2012 par le GAEC DE LA BEAUCETTE (M. et Mme BAROTTIN Jean Pierre et Francine) à RAVILLE SUR SANON concernant 19,02 ha situés à VALHEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat et de l'intégration de M. BAROTTIN Christophe au sein du GAEC,  
VU la demande concurrente de l'EARL DU VAL (M. et Mme BAGARD Michel et Catherine),  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que les demandes d'agrandissement du GAEC DE LA BEAUCETTE en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. BAROTTIN Christophe et de l'EARL DU VAL en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. BENOIT Vincent, relève selon cet article du rang de priorité 1,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC DE LA BEAUCETTE, composé de M. et Mme BAROTTIN Jean Pierre et Francine, est autorisé sous réserve d'installation à titre principal avec les aides de l'Etat au plus tard le 31 décembre 2013, à exploiter 19,02 ha (VALHEY parcelle ZD 028) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA BEAUCETTE (M. et Mme BAROTTIN Jean Pierre et Francine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. et Mme BAROTTIN Jean Pierre et Francine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VALHEY pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 311 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Valhey - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3358

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/04/2012 par l'EARL DU VAL (M. et Mme BAGARD Michel et Catherine) à VALHEY concernant 19,02 ha situés à VALHEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat et de l'intégration de M. BENOIT Vincent au sein de l'EARL ,  
VU la demande concurrente du GAEC DE LA BEAUCETTE (M. et Mme BAROTTIN Jean Pierre et Francine),  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que les demandes d'agrandissement du GAEC DE LA BEAUCETTE en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. BAROTTIN Christophe et de l'EARL DU VAL en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. BENOIT Vincent, relève selon cet article du rang de priorité 1,

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DU VAL, composé de M. et Mme BAGARD Michel et Catherine, est autorisé sous réserve d'installation à titre principal avec les aides de l'Etat au plus tard le 31 décembre 2013, à exploiter 19,02 ha (parcelles 54541 - ZD 028) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU VAL (M. et Mme BAGARD Michel et Catherine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. et Mme BAGARD Michel et Catherine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VALHEY pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 312 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mouaville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3362**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/05/2012 par M. BLETNER Julien à IMMONVILLE concernant 14,09 ha situés à MOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat (  
VU les demandes concurrentes du GAEC DE LA CLOLIERE et de l'EARL DE LA GAULE,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. BLETNER Julien relève selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement du GAEC DE CLOLIERE relèvent selon cet article du rang de priorité 4, (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) que la demande de l'EARL DE LA GAULE relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

**Article 1er :** M. BLETNER Julien est autorisé à exploiter 14,09 ha (MOUAVILLE parcelles ZB 023 - ZD 046) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. BLETNER Julien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. BLETNER Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOUAVILLE pour affichage.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

---

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 313 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mouaville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3363**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/05/2012 par le GAEC DE CLOLIERE (M. Mmes RUZE Régis, Chantal et Marie Héléne) à BECHAMPS concernant 14,09 ha situés à MOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de M. BLETNER Julien et de l'EARL DE LA GAULE,  
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. BLETNER Julien relève selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement du GAEC DE CLOLIERE relèvent selon cet article du rang de priorité 4, (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) que la demande de l'EARL DE LA GAULE relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC DE CLOLIERE, composé de M. et Mmes RUZE Régis, Chantal et Marie Héléne, n'est pas autorisé à exploiter 14,09 ha (MOUAVILLE parcelles ZB 023 - ZD 046) objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE CLOLIERE (M. et Mmes RUZE Régis, Chantal et Marie Héléne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. et Mmes RUZE Régis, Chantal et Marie Héléne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOUAVILLE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 314 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mouaville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3361

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/05/2012 par l'EARL DE LA GAULE (M. SCHEFFGES Matthieu) à THUMEREVILLE concernant 8,03 ha situés à MOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de Monsieur BLETNER Julien et du GAEC DE CLOLIERE,  
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,  
CONSIDÉRANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. BLETNER Julien relève selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement du GAEC DE CLOLIERE relèvent selon cet article du rang de priorité 4, (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) que la demande de l'EARL DE LA GAULE relèvent selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DE LA GAULE, composé de M. SCHEFFGES Matthieu, n'est pas autorisé à exploiter 8,03 ha (MOUAVILLE parcelle ZN 023 (partie) objets de la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA GAULE (M. SCHEFFGES Matthieu).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. SCHEFFGES Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOUAVILLE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 315 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mance - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3351

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/04/2012 par le GAEC SAINT MARTIN DE LORRAINE (M. et Mme HIRTZBERGER Dominique et Ségolène) à MANCE concernant 16,15 ha situés à MANCE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC SAINT MARTIN DE LORRAINE, composé de M. et Mme HIRTZBERGER Dominique et Ségolène, est autorisé à exploiter 16,15 ha (MANCE parcelles ZH 039, 040, 041 - ZI 040) conformément à la demande déposée, à condition d'abandonner les parcelles sollicitées par MM TIJS Alphonse et Frédéric.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC SAINT MARTIN DE LORRAINE (M. et Mme HIRTZBERGER Dominique et Ségolène).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. et Mme HIRTZBERGER Dominique et Ségolène, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MANCE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 316 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ancerviller - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3365

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/05/2012 par le GAEC DE MARNOEL (MM et Mme COLIN Denis – Pascal et Séverine) à AZERAILLES concernant 3,22 ha situés à ANCERVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le GAEC DE MARNOEL, composé de MM et Mme COLIN Denis – Pascal et Séverine, est autorisé à exploiter 3,22 ha (ANCERVILLER parcelle ZM 0013) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE MARNOEL (MM et Mme COLIN Denis – Pascal et Séverine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM et Mme COLIN Denis – Pascale et Séverine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ANCERVILLER pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 317 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3366

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/05/2012 par l'EARL DE LA NATAGNE (M. Mme VAUTRIN Alexandre - Lorraine) à BELLEAU concernant 1,2 ha situés à BELLEAU ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DE LA NATAGNE, composé de M. Mme VAUTRIN Alexandre – Lorraine, est autorisé à exploiter 1,2 ha (BELLEAU parcelle ZT 6) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter d l'EARL DE LA NATAGNE (M. Mme VAUTRIN Alexandre - Lorraine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme VAUTRIN Alexandre - Lorraine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BELLEAU pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 318 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dombasle-sur-Meurthe - Hudiviller - Flainval - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3369

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/05/2012 par l'EARL DE COUCHIPRE (M. PIERRE Cyril) à SOMMERVILLER concernant 2,19 ha situés à DOMBASLE SUR MEURTHE - HUDIVILLER et FLAINVAL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DE COUCHIPRE, composé de M. PIERRE Cyril est autorisé à exploiter 2,19 ha (HUDIVILLER parcelle ZB 84 – FLAINVAL parcelle B 348 – DOMBASLE SUR MEURTHE parcelle AE 24) conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE COUCHIPRE (M. PIERRE Cyril).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. PIERRE Cyril, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMBASLE SUR MEURTHE - HUDIVILLER et FLAINVAL pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 319 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières-sous-Froidmont - Montauville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3364

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/05/2012 par l'EARL DU PONT LA ROCHE (M. BOUTON Jérôme) à SAINT BAUSSANT concernant 242,75 ha situés à BOUXIERES SOUS FROIDMONT et MONTAUVILLE ; la motivation et le résultat étant la prise de participation en tant qu'associé exploitant au sein de l'EARL DE FROIDMONT (associé M. QUENETTE Dominique, oncle de M. BOUTON),  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DU PONT LA ROCHE, composé de M. BOUTON Jérôme, est autorisé à exploiter 242,75 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PONT LA ROCHE (M. BOUTON Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. BOUTON Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUXIERES SOUS FROIDMONT et MONTAUVILLE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

#### Décision 2012/DDT54/AFC/n° 320 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reméréville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3372

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/05/2012 par l'EARL DE LA GAYE (M. RENAUDIN Jean-Luc) à REMEREVILLE concernant 104,51 ha situés à REMEREVILLE ; la motivation et le résultat étant la prise de participation de M. RENAUDIN en tant qu'associé exploitant au sein de l'EARL DE REGIPRE,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

#### DECIDE

**Article 1er :** L'EARL DE LA GAYE, composé de M. RENAUDIN Jean-Luc, est autorisé à exploiter 104,51 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA GAYE (M. RENAUDIN Jean-Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. RENAUDIN Jean-Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REMEREVILLE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 321 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Froville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3374**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/06/2012 par l'EARL DE LA CLE (M. POIROT Philippe) à FROVILLE concernant 63,10 ha situés à FROVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. Loïc TOURTELLE au sein du l'EARL DE LA CLE,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'EARL DE LA CLE, composé de M. POIROT Philippe, est autorisé à exploiter 63,10 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA CLE (M. POIROT Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. POIROT Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FROVILLE pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 322 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villacourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3375**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/06/2012 par l'EARL DE LA CLE (M. POIROT Philippe) à FROVILLE concernant 34,01 ha situés à VILLACOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation avec les aides de l'Etat de M. Loïc TOURTELLE au sein du l'EARL DE LA CLE,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'EARL DE LA CLE, composé de M. POIROT Philippe, est autorisé à exploiter 34,01 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA CLE (M. POIROT Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. POIROT Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLACOURT pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

**Décision 2012/DDT54/AFC/n° 323 du 2 juillet 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xammes - Bayonville-sur-Mad - Arnaville - Pagny-sur-Moselle - Onville - Villecey-sur-Mad - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3378**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,  
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,  
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,  
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/06/2012 par l'EARL DU RUDEMONT (M. RITZ Ludovic) à ARNAVILLE concernant 104,62 ha situés à XAMMES - BAYONVILLE SUR MAD - ARNAVILLE - PAGNY SUR MOSELLE - ONVILLE et VILLECEY SUR MAD ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat (sur 138 ha 32 dont 33 ha 70 de biens de famille),  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 28/06/2012 sur la demande précitée,

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'EARL DU RUDEMONT, composé de M. RITZ Ludovic, est autorisé à exploiter 104,62 ha conformément à la demande déposée.

**Article 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU RUDEMONT (M. RITZ Ludovic).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**Article 3 :** Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. RITZ Ludovic, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XAMMES - BAYONVILLE SUR MAD - ARNAVILLE - PAGNY SUR MOSELLE - ONVILLE et VILLECEY SUR MAD pour affichage.

Nancy, le 2 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires,  
Christophe FOTRE

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

*- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

*- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.*

---

**Unité forêt chasse****Arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 298 dans le département de Meurthe-et-Moselle en date du 5 juillet 2012 - Campagne 2012-2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2011-611 du 31 mai 2011 relatif aux dates spécifiques de chasse au sanglier en battue ;  
VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;  
VU l'arrêté préfectoral du 07 février 1994 modifié instaurant un plan de chasse faisan sur une partie du département ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse perdrix grise sur une partie du département ;  
VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse lièvre sur une partie du département ;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 modifié relatif au plan de chasse « sanglier » et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 2003 relatif à l'ouverture anticipée des espèces « chevreuil et sanglier » ;  
VU le schéma départemental de gestion cynégétique ;  
VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;  
vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 20 juin 2012 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 16 septembre 2012 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 février 2013 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 16 septembre 2012 à 08 heures au 28 février 2013 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2012 au 31 mars 2013.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2012 au 15 janvier 2013.

**Article 2 :** Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :



Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
<b>Cerf</b>	<b>01.09.2012</b>	<b>28.02.2013</b>	<p>Du 01.09.12 au 15.09.12 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.</p> <p>Du 16.09.12 au 12.10.12 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) uniquement à l'approche et à l'affût.</p> <p>Du 13.10.12 au 28.02.13 à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, en battue : cf. article 3</p>
<b>Chevreuil</b> <b>Mâle</b> <b>Femelle</b>	<b>01.06.2012</b> <b>16.09.2012</b>	<b>28.02.2013</b> <b>28.02.2013</b>	<p>Du 01.06.12 au 15.09.12 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.</p> <p>Du 16.09.12 au 28.02.13 : Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, Tir en battue : cf. article 3</p>
<b>Sanglier</b>	<b>01.06.2012</b>	<b>28.02.2013</b>	<p>Du 01.06.12 au 14.07.12: Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ;</p> <p>Du 15.07.12 au 14.08.12 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C.</p> <p>Sur autorisation préfectorale individuelle. Les bénéficiaires de l'ouverture anticipée du sanglier devront établir le bilan des effectifs prélevés avant le 15 septembre de la même année.</p> <p>Du 15.08.12 au 15.09.12 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers de moins de 50 hectares dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C.</p> <p>Du 16.09.12 au 28.02.13 : Tir à l'approche et à l'affût Tir en battue : cf. article 3.</p>
<b>Faisan</b>	<b>16.09.2012</b>	<b>31.01.2013</b>	Chasse du faisan : secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
<b>Lièvre</b>	<b>13.10.2012</b>	<b>18.11.2012</b>	Chasse du lièvre : secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
	<b>13.10.2012</b>	<b>21.10.2012</b>	
<b>Perdrix grise</b>	<b>16.09.2012</b>	<b>14.10.2012</b>	Chasse de la perdrix grise : secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus sans formalité particulière sur le reste du département.
<b>Perdrix rouge</b>	<b>16.09.2012</b>	<b>31.01.2013</b>	
<b>Lapin de garenne</b>	<b>16.09.2012</b>	<b>28.02.2013</b>	

<b>Renard</b>	<b>01.06.2012</b>	<b>28.02.2013</b>	<p>Du 01.06.12 au 14.07.12 : Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ;</p> <p>Du 15.07.12 au 14.08.12 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C. Sur autorisation préfectorale individuelle. Les bénéficiaires de l'ouverture anticipée du renard devront établir le bilan des effectifs prélevés avant le 15 septembre de la même année.</p> <p>Du 15.08.12 au 15.09.12 : Tir à l'approche et à l'affût, Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en mairie et à la F.D.C. Identiques aux conditions spécifiques de la chasse du sanglier.</p>
<b>Blaireau</b>	<b>15.09.2012</b>	<b>15.01.2013</b>	Du 16.09.12 au 28.02.13 : Tir à l'approche et à l'affût
<b>Belette</b>	)		Tir en battue : cf. article 3.
<b>Hermine</b>	(	<b>28.02.2013</b>	
<b>Putois</b>	)		
<b>Martre</b>	)		

**Article 3 :** En ce qui concerne les battues :

- du 15.07.12 au 15.09.12 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance à la fédération départementale des chasseurs et en mairie pour affichage,
- à compter du 16 septembre, les battues sont autorisées 40 jours au plus par saison de chasse, précisés sur un calendrier déposé avant le 10 septembre (à l'exception des cultures de maïs sur pied pour lesquelles le délai de prévenance est fixé à 24 heures) par chaque détenteur de droit de chasse auprès de la F.D.C, pour insertion dans son site Internet, faute de quoi les jours de chasse autorisés sont les samedis, dimanches et jours fériés.

L'envoi simultané d'un double du calendrier en mairie pour affichage, par le détenteur du droit de chasse, est obligatoire avec mention des coordonnées du responsable de la chasse.

Une fois le calendrier déposé, seules trois dates au plus pourront faire l'objet de modifications. La demande de modification devra être adressée au moins dix jours avant la date, à la F.D.C. et à la mairie concernée.

**Article 4 :** La chasse de la **gélinoite** est interdite sur toutes les communes du département, afin de favoriser sa protection et son repeuplement.

**Article 5 :** La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,
- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué,
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

**Article 6 :** Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, Mme et MM. les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, Mmes et MM. les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,
- membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 5 juillet 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

ANNEXE à l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2012

#### RAPPELS

- Sécurité :

Il est fait obligation dans le schéma départemental de gestion cynégétique de signaler les battues, par apposition de panneaux comportant la mention « chasse en cours », sur les principaux chemins et voies desservant les zones où l'action de chasse est en cours. Cette mise en place est faite, sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur de chasse avant le début d'une action de chasse au grand gibier sous forme de battue. Les panneaux devront être retirés dès l'action de chasse terminée.

- Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs :

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

- Sont interdits :

- \* le tir du coq et de la poule de bruyère ;
- \* le tir du Grand Tétrás ;
- \* le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agraine, soit à proximité d'abreuvoirs ;

- \* le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
  - \* la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement ;
  - Sont prohibés :
    - \* l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
    - \* l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
    - \* l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;
    - \* pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
    - \* dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
    - \* le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
    - \* l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.428-6 du code de l'Environnement).
  - Divers :
    - \* Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.T. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 424-7 du Code de l'Environnement.
    - \* La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'Union Nationale pour l'Utilisation de Chiens de Rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
    - \* Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'Union des Fédérations Régionales des Associations Colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 LILLE CEDEX).
- Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 PARIS).

#### Arrêté n° 302 du 5 juillet 2012 relatif à la régulation de l'Ouette d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) en Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention de Rio sur la diversité biologique du 22 juin 1992, notamment son article 8 h ;  
VU la convention de Berne, relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe du 19 septembre 1979 ;  
VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 411-3 et suivants, et R 411-31 et suivants ;  
VU l'arrêté du 19 pluviôse an V concernant la chasse des animaux nuisibles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;  
VU l'arrêté du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;  
VU le dossier établi par l'office national de la chasse et de la faune sauvage sur la situation de l'Ouette d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) en Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 20 juin 2012 ;  
CONSIDÉRANT la présence avérée, croissante et envahissante de l'Ouette d'Egypte dans le département de Meurthe-et-Moselle ;  
CONSIDÉRANT les menaces que l'Ouette d'Egypte fait peser sur les écosystèmes, les habitats et les espèces locales, les dommages qu'elle est susceptible de causer à la biodiversité, aux milieux naturels, aux espèces autochtones et aux productions agricoles du département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** Les titulaires du droit de chasse et leurs ayants-droit sont chargés du tir de toutes les Ouettes d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) qu'ils pourront rencontrer dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2 :** Cette régulation s'effectue dans les mêmes conditions que la chasse des oies classées gibier (du premier jour de la troisième décade d'août au 10 février).

**Article 3 :** Le compte rendu du nombre d'Ouettes tirées devra être adressé dans les 48 heures qui suivent le tir au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (O.N.C.F.S.), qui en établira la synthèse annuelle pour la fin du mois de février :

Adresse : 12 bis, Rue des Bosquets – 54300 LUNEVILLE

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

**Article 4 :** Les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont autorisés à chasser l'Ouette d'Egypte toute l'année.

**Article 5 :** Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, la déléguée régionale de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, les agents chargés de la police de la chasse sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée :

- au directeur de la sécurité publique,
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- au président de l'Association départementale des lieutenants de l'oveterie,
- au président de la fédération départementale des chasseurs,
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau,
- aux membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 5 juillet 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Régulation de l'ouette d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus*)  
Compte rendu de prélèvement

Coordonnées du tireur :

NOM et Prénom :

Adresse :

Téléphone et/ou adresse mél :

Localisation et nature des oiseaux tirés :

Commune	Date du tir	Nombre d'oiseaux adultes	Nombre d'oiseaux juvéniles

Fait à

Signature :

**A renvoyer dans les 48 heures qui suivent le tir  
au Service Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONCFS  
12 bis, Rue des Bosquets – 54300 LUNEVILLE  
Tél : 03 87 55 97 24 - Mél : sd54@oncfs.gouv.fr**

## TRANSPORTS - SECURITE

**Arrêté 2012/DDT/TS/050 du 27 juin 2012 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de réfection des chaussées, du PR 242+600 au PR 272+000 durant la période comprise entre le 2 juillet et le 31 août 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route et notamment ses articles R 43-3 et R 225 ; R 411-9 ; R 411-21-1 et R 414-17 ;

VU l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 ;

VU le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des autoroutes ; les décrets du 12 avril 1991, du 18 septembre 1992, du 26 octobre 1995, du 17 décembre 1997, du 30 décembre 2000 et du 30 novembre 2001 approuvant les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième avenants à la convention de concession, approuvant les modifications du Cahier des Charges de la Concession ;

VU la convention de concession et le cahier des charges, notamment l'article 14 et annexe ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 août 1999 portant réglementation de la police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la demande présentée par SANEF ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis favorable de M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle en date du 6 juin 2012 ;

VU l'avis de M. le chef de la division transports du CRICR Est en date du 14 juin 2012 ;

VU l'avis du Conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 14 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à des travaux de réfection des chaussées du PR 242+600 au PR 272+000 de l'autoroute A4 – district de JARNY ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture :

### ARRETE

#### Article 1er : LOCALISATION - NATURE DES TRAVAUX

Autoroute A4 – Travaux de réfection des chaussées dans les deux sens de circulation du PR 242+600 au PR 272+000 Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris du PR 242+600 au PR 272+000.

#### Article 2 : DEROGATION

Par dérogation à l'article N° 4, 6, 7, 9 et 10 de l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 24 août 1999 pour le département de la Meurthe-et-Moselle, les travaux de réfection des chaussées du PR 242+600 au PR 272+000 sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 seront autorisés durant la période comprise entre le 02 juillet au 31 août 2012.

Dérogation à l'article n° 4

Les neutralisations seront en place de jour comme de nuit, y compris les samedis, dimanches et les jours dits hors chantiers.

Le chantier entraînera des déviations sur le réseau ordinaire.

Dérogation à l'article n° 6

La zone de restriction de capacité pourra excéder 6 kilomètres.

Dérogation à l'article n° 7

Le chantier pourra entraîner un basculement total de la circulation.

Dérogation à l'article n° 9

La largeur des voies pourra être réduite de 3,50m à 3,20m pour la voie lente et de 3,50 à 2,80m pour la voie rapide.

Dérogation à l'article n° 10

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

#### Article 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux de réfection des chaussées entre le PR 242+600 et le PR 272+000 dans les deux sens de circulation de l'autoroute A4 nécessitent les restrictions de circulation suivantes :

*Phase 1 : application du BBME dans le sens Strasbourg-Paris du PR 272+000 au PR 242+600*

*Phase 1.1 : basculement du PR 273+335 au PR 265+107*

Planning prévisionnel des travaux : du 02 juillet 2012 à 09h00 au 03 juillet 2012 à 06h00

Localisation :

Travaux en section courante sur A4 entre les PR 272+000 et 268+000 dans le sens Strasbourg Paris et sur les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre dans les deux sens de circulation

Restrictions :

Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre dans les deux sens de circulation.

Déviation sur le réseau extérieur :

- Déviation 1 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Strasbourg-Paris : A partir du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre, les clients emprunteront la RD908 puis la RD330 puis RD603 puis la RD1916 puis la RD 163 pour reprendre l'autoroute A4 direction Paris au diffuseur n°30 de Voie Sacrée.

- Déviation 2 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : Les clients sortiront au diffuseur n°33 de Jarny puis emprunteront la RD613 puis la RD15c puis la RD15 puis la RD603 puis la RD908 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 3 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : A partir du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre, les clients emprunteront la RD908 puis la RD603 puis la RD15 puis la RD15c puis la RD613 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°33 de Jarny.

- Déviation 4 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Paris-Strasbourg : les clients sortiront au diffuseur n°30 de Voie Sacrée puis emprunteront la RD163 puis la RD1916 puis la RD 603 puis la RD330 puis la RD908 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

*Phase 1.2 : basculement du PR 269+736 au PR 262+165*

Planning prévisionnel des travaux : du 03 juillet 2012 à 06h00 au 03 juillet 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 268+000 et 265+000 dans le sens Strasbourg-Paris.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

*Phase 1.3 : basculement du PR 266+914 au PR 260+552*

Planning prévisionnel des travaux : du 03 juillet 2012 à 21h00 au 04 juillet 2012 à 06h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 265+000 et 262+200 dans le sens Strasbourg-Paris.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de service de Verdun Saint Nicolas Nord

*Phase 1.4 : basculement du PR 262+799 au PR 256+267*

Planning prévisionnel des travaux : du 04 juillet 2012 à 06h00 au 04 juillet 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 262+200 et 257+500 dans le sens Strasbourg-Paris.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de service de Verdun Saint Nicolas Nord

*Phase 1.5 : basculement du PR 260+552 au PR 254+714*

Planning prévisionnel des travaux : du 04 juillet 2012 à 21h00 au 05 juillet 2012 à 06h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 257+500 et 255+500 dans le sens Strasbourg-Paris.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

*Phase 1.6 : basculement du PR 257+984 au PR 252+150*

Planning prévisionnel des travaux : du 05 juillet 2012 à 06h00 au 05 juillet 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 255+500 et 254+000 dans le sens Strasbourg-Paris et sur les bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 5 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : les clients sortiront au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre puis emprunteront la RD908 puis la RD903 jusque Verdun où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 6 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : A partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD964 puis la RD903 puis la RD908 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre.

*Phase 1.7 : basculement du PR 254+714 au PR 249+127*

Planning prévisionnel des travaux : du 05 juillet 2012 à 21h00 au 06 juillet 2012 à 11h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 254+000 et 251+000 dans le sens Strasbourg-Paris et sur les bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 5 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : les clients sortiront au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre puis emprunteront la RD908 puis la RD903 jusque Verdun où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 6 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : A partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD964 puis la RD903 puis la RD908 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre.

*Phase 1.8 : basculement du PR 252+150 au PR 243+847*

Planning prévisionnel des travaux : du 09 juillet 2012 à 09h00 au 10 juillet 2012 à 06h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 251+000 et 248+000 dans le sens Strasbourg-Paris

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de repos des Genièvres

*Phase 1.9 : basculement du PR 249+127 au PR 240+200*

Planning prévisionnel des travaux : du 10 juillet 2012 à 06h00 au 11 juillet 2012 à 11h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 248+000 et 242+600 dans le sens Strasbourg-Paris et sur les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°30 de Voie Sacrée sens Strasbourg-Paris

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°30 de Voie Sacrée sens Strasbourg-Paris

- Fermeture de l'aire de repos des Genièvres

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 7 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg Paris : les clients sortiront au diffuseur n°31 de Verdun puis emprunteront la RD964 puis la RD330 puis la RD603 puis la RD 1916 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 8 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Strasbourg-Paris : à partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD1916 puis la RD603 puis la RD62 puis la RD 998 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

*Phase 2 : application du BBME dans le sens Paris Strasbourg du PR 242+600 au PR 272+000*

*Phase 2.1 : basculement du PR 240+200 au PR 249+127*

Planning prévisionnel des travaux : du 16 juillet 2012 à 09h00 au 17 juillet 2012 à 11h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 242+600 et 248+000 dans le sens Paris-Strasbourg et sur les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°30 de Voie Sacrée sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de repos de la Rouge Haie.

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 9 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : les clients sortiront au diffuseur n°29.1 de Clermont en Argonne puis emprunteront la RD998 puis la RD62 puis la RD603 puis la RD1916 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 10 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Strasbourg-Paris : diffuseur n°30 de Voie Sacrée, les clients emprunteront la RD1916 puis la RD603 puis RD 964 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°31 de Verdun.

*Phase 2.2 : basculement du PR 246+229 au PR 252+150*

Planning prévisionnel des travaux : du 17 juillet 2012 à 11h00 au 17 juillet 2012 à 17h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 248+000 et 251+000 dans le sens Paris Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

*Phase 2.3 : basculement du PR 249+127 au PR 256+267*

Planning prévisionnel des travaux : du 17 juillet 2012 à 17h00 au 18 juillet 2012 à 06h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 251+000 et 255+500 dans le sens Paris-Strasbourg et sur les bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de la bretelle d'entrée du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Déviation sur le réseau extérieur :

- Déviation 6 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : A partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD964 puis la RD903 puis la RD908 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre.

*Phase 2.4 : basculement du PR 252+150 au PR 258+398*

Planning prévisionnel des travaux : du 18 juillet 2012 à 06h00 au 18 juillet 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 255+500 et 257+000 dans le sens Paris-Strasbourg et sur les bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de la bretelle d'entrée du ½ diffuseur n°31 de Verdun.

Déviation sur le réseau extérieur :

- Déviation 6 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : A partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD964 puis la RD903 puis la RD908 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre.

*Phase 2.5 : basculement du PR 254+714 au PR 260+900*

Planning prévisionnel des travaux : du 18 juillet 2012 à 21h00 au 19 juillet 2012 à 06h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 257+000 et 259+000 dans le sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy :

*Phase 2.6 : basculement du PR 256+267 au PR 265+107*

Date : du 19 juillet 2012 à 06h00 au 20 juillet 2012 à 11h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 259+000 et 264+000 dans le sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de service de Verdun Saint Nicolas Sud

*Phase 2.7 : basculement du PR 262+799 au PR 269+736*

Planning prévisionnel des travaux : du 23 juillet 2012 à 09h00 au 24 juillet 2012 à 06h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 264+000 et 268+000 dans le sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

*Phase 2.8 : basculement du PR 266+914 au PR 273+335 (application du BBME et du BBTM)*

Planning prévisionnel des travaux : du 24 juillet 2012 à 06h00 au 27 juillet 2012 à 11h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 268+000 et 272+000 dans le sens Paris-Strasbourg et sur les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre dans les deux sens de circulation

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre dans le sens Paris-Strasbourg

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 3 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : A partir du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre, les clients emprunteront la RD908 puis la RD603 puis la RD15 puis la RD15c puis la RD613 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°33 de Jarny.

- Déviation 4 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Paris-Strasbourg : les clients sortiront au diffuseur n°30 de Voie Sacrée puis emprunteront la RD163 puis la RD1916 puis la RD 603 puis la RD330 puis la RD908 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

*Phase 3 : application du BBTM dans le sens Strasbourg-Paris du PR 272+000 au PR 242+600*

*Phase 3.1 : basculement du PR 273+335 au PR 265+107*

Planning prévisionnel des travaux : du 30 juillet 2012 à 09h00 au 31 juillet 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 272+000 et 268+000 dans le sens Strasbourg-Paris et sur les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre dans les deux sens de circulation

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre dans les deux sens de circulation.

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 1 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Strasbourg-Paris : A partir du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre, les clients emprunteront la RD908 puis la RD330 puis RD603 puis la RD1916 puis la RD 163 pour reprendre l'autoroute A4 direction Paris au diffuseur n°30 de Voie Sacrée.

- Déviation 2 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : Les clients sortiront au diffuseur n°33 de Jarny puis emprunteront la RD613 puis la RD15c puis la RD15 puis la RD603 puis la RD908 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 3 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : A partir du diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre, les clients emprunteront la RD908 puis la RD603 puis la RD15 puis la RD15c puis la RD613 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°33 de Jarny.

- Déviation 4 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Paris-Strasbourg : les clients sortiront au diffuseur n°30 de Voie Sacrée puis emprunteront la RD163 puis la RD1916 puis la RD 603 puis la RD330 puis la RD908 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

*Phase 3.2 : basculement du PR 269+736 au PR 262+165*

Planning prévisionnel des travaux : du 31 juillet 2012 à 21h00 au 02 aout 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 268+000 et 262+500 dans le sens Strasbourg-Paris.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

*Phase 3.3 : basculement du PR 262+799 au PR 258+398*

Planning prévisionnel des travaux : du 02 aout 2012 à 21h00 au 03 aout 2012 à 15h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 262+500 et 260+000 dans le sens Strasbourg-Paris.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de service de Verdun Saint Nicolas Nord



**Phase 3.4 : basculement du PR 260+900 au PR 254+714**

Planning prévisionnel des travaux : du 06 aout 2012 à 09h00 au 07 aout 2012 à 11h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 260+000 et 255+500 dans le sens Strasbourg-Paris.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

**Phase 3.5 : basculement du PR 257+984 au PR 252+150**

Planning prévisionnel des travaux : du 07 aout 2012 à 11h00 au 08 aout 2012 à 24h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 255+500 et 252+500 dans le sens Strasbourg-Paris et sur les bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 5 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Paris-Strasbourg : les clients sortiront au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre puis emprunteront la RD908 puis la RD903 jusque Verdun où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 6 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : A partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD964 puis la RD903 puis la RD908 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre.

**Phase 3.6 : basculement du PR 252+150 au PR 243+847**

Planning prévisionnel des travaux : du 09 aout 2012 à 00h00 au 10 aout 2012 à 15h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 251+000 et 245+500 dans le sens Strasbourg-Paris

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

**Phase 3.7 : basculement du PR 246+229 au PR 240+200**

Planning prévisionnel des travaux : le 13 aout 2012 de 09h00 à 24h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 245+500 et 242+600 dans le sens Strasbourg-Paris et sur les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°30 de Voie Sacrée sens Strasbourg-Paris

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°30 de Voie Sacrée sens Strasbourg-Paris

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 7 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : les clients sortiront au diffuseur n°31 de Verdun puis emprunteront la RD964 puis la RD330 puis la RD603 puis la RD 1916 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 8 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Strasbourg-Paris : à partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD1916 puis la RD603 puis la RD62 puis la RD 998 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

**Phase 4 : application du BBTM dans le sens Paris-Strasbourg du PR 242+600 au PR 268+000****Phase 4.1 : basculement du PR 240+200 au PR 246+229**

Planning prévisionnel des travaux : le 14 aout 2012 de 00h00 à 20h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 242+600 et 245+500 dans le sens Paris-Strasbourg et sur les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°30 de Voie Sacrée sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture des bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur n°30 de Voie Sacrée sens Paris-Strasbourg

Déviations sur le réseau extérieur :

- Déviation 9 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : les clients sortiront au diffuseur n°29.1 de Clermont en Argonne puis emprunteront la RD998 puis la RD62 puis la RD603 puis la RD1916 où ils retrouveront toutes les indications de direction.

- Déviation 10 : Fermeture de la bretelle d'entrée sens Strasbourg-Paris : diffuseur n°30 de Voie Sacrée, les clients emprunteront la RD1916 puis la RD603 puis RD 964 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°31 de Verdun

*Phase 4.2 : basculement du PR 243+847 au PR 252+150*

Planning prévisionnel des travaux : du 16 aout 2012 à 09h00 au 17 aout 2012 à 05h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 245+500 et 251+000 dans le sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de repos de la Rouge Haie.

*Phase 4.3 : basculement du PR 249+127 au PR 256+267*

Planning prévisionnel des travaux : du 20 aout 2012 à 09h00 au 21 aout 2012 à 24h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 251+000 et 255+500 dans le sens Paris-Strasbourg et sur les bretelles d'entrée et de sortie du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de la bretelle d'entrée du ½ diffuseur n°31 de Verdun

Déviation sur le réseau extérieur :

- Déviation 6 : Fermeture de la bretelle de sortie sens Strasbourg-Paris : A partir du diffuseur n°31 de Verdun, les clients emprunteront la RD964 puis la RD903 puis la RD908 pour reprendre l'autoroute A4 direction Strasbourg au diffuseur n°32 de Fresnes en Woevre.

*Phase 4.4 : basculement du PR 254+714 au PR 260+900*

Planning prévisionnel des travaux : du 22 aout 2012 à 00h00 au 23 aout 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 255+500 et 260+000 dans le sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

*Phase 4.5 : basculement du PR 258+398 au PR 262+799*

Planning prévisionnel des travaux : du 23 aout 2012 à 21h00 au 24 aout 2012 à 15h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 260+000 et 262+500 dans le sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Fermeture de l'aire de service de Verdun Saint Nicolas Sud.

*Phase 4.6 : basculement du PR 262+185 au PR 269+736*

Planning prévisionnel des travaux : du 27 aout 2012 à 09h00 au 28 aout 2012 à 21h00

Localisation : Travaux en section courante sur A4 entre les PR 262+500 et 268+000 dans le sens Paris-Strasbourg

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St Jean les Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 279+500 au PR 281+500 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+400 au 279+800. La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Les dates de travaux et le phasage sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés, en fonction des intempéries et des éventuels aléas de chantier.

**Article 4 : SIGNALISATION**

La signalisation temporaire sur autoroute A4 des prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence de Sanef, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie – "Signalisation Temporaire".

Les signalisations de police permanente et directionnelle ne devront pas être contradictoires avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

Conformément aux prescriptions interministérielles en vigueur et au dossier d'exploitation sous chantier annexé, la signalisation temporaire des différentes phases de travaux sera mise en place et entretenue par les services de Sanef.

La signalisation temporaire pour les itinéraires de déviation mise en place sur le réseau secondaire sera gérée et organisée par sanef.

Le balisage d'alignement droit sera réalisé à l'aide de plots guide, en séparation de flux sur le sens non en travaux ou en K5a.

Les signalisations temporaires de chantier seront posées conformément aux prescriptions réglementaires en particulier :

- Du guide technique « Routes à chaussées séparées » Manuel du chef de chantier
- Du guide technique « choix du mode d'exploitation »
- Du guide technique « conception et mise en place de déviation »

La signalisation sera mise en place et entretenue par le centre d'exploitation Sanef de Jarny.

Les insertions des véhicules de chantier se feront à partir des voies laissées libres à la circulation, dans le sens en travaux.

La Sanef, en accord avec la gendarmerie assurera la protection mobile pour tout mouvement de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors de la zone de chantier qui ne serait pas neutralisée ainsi que lors de l'ouverture ou la fermeture des zones de basculement de circulation. Le bouchon mobile sera formé avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents Sanef. La tête du bouchon mobile sera matérialisée par un véhicule Sanef et un véhicule des forces de l'ordre. La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et TPC en amont de la zone à réaliser,
- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Les entrées et/ou sorties des aires de services ou de repos, et les entrées et/ou sorties des diffuseurs ou échangeurs seront momentanément fermées à la circulation (présence d'un véhicule Sanef en sortie).

#### **Article 5 : INFORMATION DES USAGERS**

Le CRIRC Est devra être averti à l'avance de la mise en place ou du report et en temps réel de la fin des mesures d'exploitation, ainsi qu'en cas d'événement entraînant une gêne importante à la circulation et des mesures prises à cet effet, afin de pouvoir en informer les usagers.

Les usagers de l'autoroute seront informés des restrictions de circulation par l'intermédiaire :

- De la radio 107.7FM,
- Des panneaux à messages variables (PMV et PMVC).

**Article 6 :** Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de Jarny, M. le directeur de l'entreprise attributaire des travaux, M. le directeur du réseau Est sanef, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au président de la mission de contrôle des autoroutes, aux maires de Conflans en Jarnisy, Jeandelize et Labry, aux présidents des syndicats de transporteurs, au directeur des services d'incendie et de secours, aux co-directeurs du C.R.I.C.R de Metz.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental, po  
Le Chef du service transports, sécurité,  
Hervé BOYER

## **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

### **Arrêté n° 12.D.D.P.P.77 du 29 juin 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur LELIEVRE Julien à Spincourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Dr Julien LELIEVRE  
Clinique vétérinaire  
29 route de l'Europe  
55230 SPINCOURT

**Article 2 :** Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

**Article 3 :** Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

**Article 4 :** Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 5 :** En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 29 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations  
et par délégation,  
Dr Eric MOGET

### **Arrêté n° 12.D.D.P.P.78 du 29 juin 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au Docteur RENOU Camille à Pont-à-Mousson**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 ;

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;  
SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour l'année 2012 à :

Camille RENOU  
SCP THIERCY BABITCH  
16 avenue du Général de Gaulle  
54700 PONT A MOUSSON

**Article 2** : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

**Article 3** : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

**Article 4** : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

**Article 5** : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 29 juin 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale de la Protection des Populations  
et par délégation,  
Dr Eric MOGET

---

**Arrêté n° 12.D.D.P.P.83 du 10 juillet 2012 délivrant autorisation à l'abattoir LABEL VOLAILLES de Praye à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux conformément aux dispositions du III de l'article R.214-70 du code rural et de la pêche maritime**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment le III de l'article R.214-70 ;

VU l'arrêté du 28 décembre 2011 relatif aux conditions d'autorisation des établissements d'abattage à déroger à l'obligation d'étourdissement des animaux ;

VU la demande d'autorisation reçue le 04 juillet 2012 présentée par Monsieur HAMMANI Abdel, co-gérant de la société LABEL VOLAILLES ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 1 de l'arrêté 28 décembre 2011 susvisé ont été délivrées par le demandeur ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'autorisation prévue à l'article R.214-70 du code rural et de la pêche maritime est délivrée à :

- l'abattoir : LABEL VOLAILLES,

- situé : 6 rue des Nids – 54116 PRAYE ;

exploité par la société LABEL VOLAILLES, co-gérée par MM. HAMMANI Abdelghani et TADDRART Yassine pour utiliser la dérogation à l'obligation d'étourdissement lors de l'abattage rituel des volailles pour le cas prévu au I-1° de l'article R.214-70 du code rural et de la pêche maritime, dans les conditions prévues au dossier de demande d'autorisation.

**Article 2** : Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire, et dans un délai de deux mois à compter de sa publication pour les tiers.

**Article 3** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et Madame la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'abattoir concerné et publié au recueil des actes administratifs des services de l'État du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté n° 12.D.D.P.P.84 de mise sous surveillance d'un troupeau de poulets de chair de l'espèce gallus gallus pour suspicion d'infection à salmonella typhimurium en date du 9 juillet 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles du chapitre 1 et du chapitre 2 du titre préliminaire du Livre II ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 221-1 à L. 221-3, L. 223-1 à L. 223-8, L. 231-1, L. 232-2, L. 234-1, L. 235-1, R. 202-2 à R. 202-33, R. 221-4, R. 223-3 à R. 223-8, R. 228-1, R. 233-1 ;

VU le décret n° 2012-845 du 30 juin 2012 relatif aux dispositions générales organisant la prévention, la surveillance et la lutte contre les dangers sanitaires de première et deuxième catégorie ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2009 relatif à la lutte contre les infections à Salmonella dans les troupeaux de poulets de chair et de dindes d'engraissement, mentionnée à l'article D. 223-21, et fixant les modalités de déclaration des salmonelloses aviaires visées à l'article D. 223-1 du code rural ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.84 portant délégation de signature à Madame Catherine Bourguignon, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle ;

CONSIDÉRANT le résultat positif démontrant la présence de Salmonella Typhimurium à la faveur de l'examen bactériologique n° 120702 005865 01, réalisé le 6 juillet 2012, et transmis à la direction de la protection des populations le 6 juillet 2012, par le Laboratoire Vétérinaire et Alimentaire Départemental de Meurthe-et-Moselle, en vue de la recherche de Salmonella Typhimurium. Ce résultat provient de prélèvements réalisés le 1er juillet 2012 au moyen de chiffonnettes dans le bâtiment n° V054ACY, de M. SIMONIN Michel, ferme des Huit Journaux, sur la commune de CERVILLE, (54420) canton de TOMBLAINE ;

CONSIDÉRANT que ce résultat constitue dans l'élevage de M. SIMONIN Michel une suspicion d'infection à Salmonella Typhimurium, et donc un danger immédiat pour la santé publique ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le troupeau de poulets de chair situé dans l'atelier n° V054ACY appartenant à M. SIMONIN Michel, ferme des Huit Journaux situé ferme des Huit Journaux, sur la commune de CERVILLE, (54420) canton de TOMBLAINE, est suspect d'être infecté par Salmonella Typhimurium, et est placé sous la surveillance des vétérinaires sanitaires de la société vétérinaire LE LOUP BLANC, sise 121 rue d'Epinal à DOGNEVILLE (88136).

**Article 2 :** L'arrêté de mise sous surveillance entraîne la mise en place des mesures suivantes :

1. Inscription du résultat des analyses au registre de l'élevage hébergeant le troupeau et sur la fiche d'information sur la chaîne alimentaire transmise à l'abattoir ; Suspicion d'infection
2. Séquestration du ou des troupeaux sur le site d'élevage ;
3. Réalisation par le vétérinaire sanitaire d'un prélèvement de 5 volailles pour l'analyse de 25 grammes par animal de muscles profonds cautérisés en surface, par un laboratoire agréé conformément à l'article R. 202-9, afin de dépister une éventuelle infection généralisée à *Salmonella* (tous les sérovars) ;
4. L'abattage du ou des troupeaux placés sous séquestre ne peut avoir lieu avant réception des résultats des analyses de confirmation constituées par les prélèvements de muscle. Les lots d'animaux ne sont adressés à l'abattoir qu'avec l'autorisation des autorités sanitaires compétentes de l'abattoir. Les animaux sont acheminés à l'abattoir sous couvert d'un laissez-passer sanitaire délivré par le directeur départemental en charge des services vétérinaires ;
5. Après l'abattage du ou des troupeaux suspects, nettoyage et désinfection des locaux, de leurs abords, des parcours, de leurs voies d'accès et du matériel d'élevage du ou des troupeaux infectés et des véhicules servant au transport des volailles, suivis d'un vide sanitaire et réalisés conformément à l'article 14 de l'arrêté du 22 décembre 2009 sus visé, et destruction de l'aliment stocké sur l'exploitation et distribué aux volailles suspectes ;
6. Élimination des effluents de l'élevage hébergeant le troupeau suspect, respectueuse de l'environnement et de la protection sanitaire d'autres exploitations ;
7. Interdiction de remettre en place des volailles dans les locaux d'hébergement avant la levée de l'arrêté préfectoral de mise sous surveillance ;
8. Interdiction de déroger au dépistage systématique de tous les troupeaux prévu au point V de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2009 sus visé pendant au minimum six cycles en élevage de poulets standard ou trois cycles en élevage de poulets sous signe de qualité à croissance lente.

**Article 3 :** Selon les résultats des analyses prévues à l'article 2, point 3, l'arrêté préfectoral de mise sous surveillance est :

- abrogé après abattage du ou des troupeaux suspects, réalisation des opérations de nettoyage et de désinfection, vide sanitaire puis vérification de leur efficacité, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté du 22 décembre 2009 sus visé.
- remplacé par un arrêté portant déclaration d'infection lorsque les prélèvements de muscles sont révélés positifs pour un sérotype de *Salmonella*, ou que la présence d'inhibiteur dans les muscles invalide un résultat négatif.

**Article 4 :** La présente décision administrative sera publiée au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle et pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou d'un recours gracieux adressé à la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaudra rejet implicite, pouvant faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans les deux mois qui suivront ce rejet implicite.

**Article 5 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale de la Protection des Populations et les vétérinaires sanitaires de la société vétérinaire Le Loup Blanc, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale de la Protection des Populations  
Catherine BOURGUIGNON

---

## RECTORAT NANCY-METZ

### SECRETARIAT GENERAL

#### *Service des affaires juridiques et contentieuses*

**Arrêté du 4 juillet 2012 portant modification de l'arrêté du 28 septembre 2011 de délégation rectorale de signature à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle**

Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz, Chancelier des Universités de Lorraine,

VU l'arrêté du 28 septembre 2011 de délégation rectorale de signature à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er :** Dans les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de subdélégation rectorale de signature susvisé, la référence à l'arrêté SGAR n° 2011-48 en date du 03 janvier 2011 est remplacée par la référence suivante : arrêté SGAR n° 2012 – 249 en date du 26 juin 2012.

**Article 2 :** Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 juillet 2012

Le Recteur,  
Jean-Jacques POLLET

---

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **AUTRES SERVICES**

## **INSTITUT DU BEAU JOLY DE MIRECOURT**

### **DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

#### **Avis de concours sur titres d'un Ouvrier Professionnel**

L'Institut du Beau Joly de Mirecourt recrute à partir du 1er septembre 2012

- Un Ouvrier Professionnel à temps complet

Chargé de :

- Maintenance générale et/ou préventive des bâtiments, des véhicules et des biens mobiliers (niveau CAP/BEP des professions du bâtiment mini) ;  
- Transport collectif ou individuel des enfants (permis transport en commun et formations obligatoires et réglementaires en cours de validité).

« Les dossiers des candidats doivent comporter une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé incluant le niveau scolaire, les formations suivies et les emplois occupés, et en précisant la durée. »

Candidatures à adresser à :

Monsieur le Directeur de l'IBJ  
557 avenue Louis Buffet – BP 82  
88500 MIRECOURT  
ou  
beaujoly2@wanadoo.fr

Date limite de réception des dossiers : 27 juillet 2012

## **CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY**

### **DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

#### **Rectificatif - Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier en date du 28 juin 2012**

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise un concours externe sur titres de maître ouvrier afin de pourvoir :

- 1 poste spécialité informatique

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires de 2 diplômes de niveau V ou de 2 qualifications reconnues équivalentes.

Disposition particulière : une dispense de diplôme peut être appliquée dans certaines conditions

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre de motivation, CV et copies des diplômes) doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 11010  
54521 LAXOU CEDEX

dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication de cet avis au registre des actes administratifs, le cachet de la poste faisant foi.  
Laxou, le 28 juin 2012

Pour Le Directeur et par délégation,  
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,  
Sébastien MESTELAN

## **MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES**

#### **Avis et modalités du concours sur titre en date du 12 juillet 2012 pour le recrutement de deux Agents des services hospitaliers qualifiés à la Maison de Retraite de Rosières-aux-Salines (54)**

##### **1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- aux chapitres 2 et 10 du décret 2007-1188 du 3 août 2007, portant statut particulier du corps des aides soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la Fonction Publique Hospitalière.

##### **2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :**

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitae (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N°3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la situation au regard du service militaire ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement) ;

##### **3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :**

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la maison de retraite, rue du Paquis des Toiles – bp9 – 54 110 Rosières aux Salines , dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 15 SEPTEMBRE 2012 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

##### **4) NOMBRE DE POSTE :**

Nombre de poste à pourvoir : 2

##### **5) COMPOSITION DU JURY :**

- > l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT, soit, Monsieur le Directeur de la maison de retraite, ou son représentant ;
- > le Cadre de Santé de l'établissement ;
- > un cadre de santé externe à l'établissement.

##### **6) DEROULEMENT :**

Le jury sélectionnera les candidats à recevoir dans les dossiers recevables et effectuera un classement.

Les nominations se feront dans l'ordre du classement.

Rosières-aux-Salines, le 12 juillet 2012

Le Directeur,  
Alain PETIT

